



Assemblée générale

Soixante-dix-septième session

Documents officiels

Première Commission

17^e séance plénière

Vendredi 21 octobre 2022, à 10 heures

New York

Président : M. Pieris (Sri Lanka)

*En l'absence du Président, M. Roethlin (Autriche),
Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 10 heures.

Points 90 à 108 de l'ordre du jour (suite)

**Examen thématique des questions à l'ordre du jour
et présentation et examen de tous les projets de
résolution et de décision déposés au titre de tous les
points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à
la sécurité internationale**

Le Président par intérim (parle en anglais) :

La Commission va maintenant poursuivre son débat thématique au titre du groupe de questions « Armes classiques ».

M. Kmentt (Autriche) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom de 69 États : Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, État plurinational de Bolivie, Bulgarie, Canada, Chypre, Colombie, Costa Rica, Chili, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, État de Palestine, États-Unis d'Amérique, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Kazakhstan, Kiribati, Lettonie, Liban, Lesotho, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République de Corée, République

démocratique du Congo, République dominicaine, République de Moldova, Roumanie, Saint-Marin, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchéquie, Royaume-Uni, Uruguay, Venezuela et mon propre pays, l'Autriche.

La recherche et le développement de nouvelles technologies progressent rapidement. Les technologies nouvelles et émergentes sont très prometteuses pour l'amélioration du bien-être humain et pourraient, dans certaines circonstances, contribuer à mieux protéger les civils dans les conflits. Cependant, l'introduction de nouvelles applications technologiques, telles que celles liées à l'autonomie dans les systèmes d'armes, soulève également de sérieuses préoccupations d'un point de vue humanitaire, juridique, sécuritaire, technologique et éthique. Nous estimons donc qu'il est urgent que la communauté internationale approfondisse sa compréhension et s'attaque à ces risques et défis en adoptant des règles et des mesures appropriées, telles que des principes, des bonnes pratiques, des limitations et des contraintes. Nous sommes déterminés à défendre et à renforcer le respect du droit international, en particulier du droit international humanitaire, notamment en maintenant la responsabilité humaine et l'obligation de rendre des comptes dans l'emploi de la force.

Un travail important a été accompli et se poursuit dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), notamment l'approbation en 2019 des

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



11 principes directeurs qui devraient, entre autres choses, continuer à guider les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes. Nous sommes également encouragés par le fait que des propositions de mesures et d'options possibles ont été présentées et discutées au sein du Groupe d'experts gouvernementaux. Bien qu'il se soit avéré difficile de traduire les progrès réalisés dans les discussions de la CCAC en résultats concrets, l'examen des propositions de fond a facilité le développement d'une compréhension commune et d'une convergence sur des questions de fond essentielles. Il s'agit notamment de l'approche fondée sur l'interdiction des systèmes d'armes autonomes qui ne peuvent être utilisés dans le respect du droit international humanitaire et de la réglementation d'autres types de systèmes d'armes autonomes. Les États peuvent avoir des interprétations différentes de termes tels que « jugement humain », « contrôle humain » et « implication humaine ». Cependant, beaucoup reconnaissent également que l'élément humain est et doit rester au centre de l'emploi de la force.

Dans ce contexte, nous soulignons la nécessité pour les êtres humains d'exercer un contrôle, un jugement et une implication appropriés en ce qui concerne l'utilisation des systèmes d'armes, afin de garantir que toute utilisation est conforme au droit international, en particulier au droit international humanitaire, et que les êtres humains restent responsables des décisions relatives à l'emploi de la force. À l'avenir, nous reconnaissons qu'il importe de concentrer les efforts en particulier sur l'élaboration du cadre normatif et opérationnel relatif aux armes autonomes, le cas échéant et si nécessaire, y compris au moyen de règles et de limites convenues au niveau international.

Nous estimons également qu'il est important d'approfondir notre compréhension de ces questions. À cet égard, nous nous félicitons de l'annonce d'une conférence internationale, qui sera organisée par les Pays-Bas, sur le développement, le déploiement et l'utilisation militaires responsables de l'intelligence artificielle, ainsi que de l'annonce d'une conférence régionale, qui sera organisée par le Costa Rica, sur l'impact social et humanitaire des armes autonomes. Nous saluons également l'action menée par le Secrétaire général dans le cadre du rapport *Notre Programme commun* (A/75/982) en vue d'élaborer un Agenda pour la paix, dont les systèmes d'armes létaux autonomes constituent l'un des principaux domaines d'action. Nous demandons au Secrétaire général de continuer à s'engager de manière volontariste sur cette

question importante, notamment en exhortant les États à progresser vers un résultat au sein du Groupe d'experts gouvernementaux.

Les organisations internationales, le Comité international de la Croix-Rouge, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, les organisations de la société civile et la communauté technologique apportent d'importantes contributions aux discussions internationales sur la manière d'aborder les questions liées aux technologies émergentes et à l'autonomie des systèmes d'armes, notamment en ce qui concerne les aspects éthiques, les droits de l'homme, les aspects sociétaux et technologiques. Leur participation enrichit considérablement nos discussions en cours. Nous demandons instamment aux Hautes Parties contractantes à la CCAC, ainsi qu'à tous les États Membres, d'intensifier leur examen de ces questions. Nous sommes déterminés à renforcer les efforts visant à résoudre la question de l'autonomie des systèmes d'armes.

M. Zlenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : C'est aujourd'hui le 239^e jour de l'invasion à grande échelle déclenchée par la Russie terroriste contre l'Ukraine. Les forces russes continuent d'attaquer sans discrimination les villes et villages pacifiques de l'Ukraine en utilisant divers types d'armes classiques. L'armée russe utilise aussi activement des engins explosifs à large rayon d'impact, tels que les bombes à sous-munitions et les armes thermobariques, qui font des blessés parmi les civils et endommagent gravement les infrastructures civiles, notamment les immeubles d'habitation, les écoles, les hôpitaux et d'autres biens de caractère civil.

Au cours des dernières semaines, la Russie terroriste a intensifié ses attaques contre les infrastructures critiques et les bâtiments résidentiels. Des dizaines de personnes, dont des enfants, ont été tuées ou blessées. Un tiers de l'infrastructure énergétique de l'Ukraine a été touché. Les bâtiments de deux missions diplomatiques à Kyïv ont été endommagés. La Russie vise des centrales électriques, qui n'ont aucune utilisation militaire, afin de priver la population civile de ses besoins essentiels, à savoir le chauffage, l'électricité et l'eau, alors que les températures commencent à baisser. La Russie portera l'entière responsabilité des atrocités commises contre le peuple ukrainien. Je voudrais également rappeler que le fait de fournir des armes pour mener une guerre d'agression en Ukraine et tuer des citoyens ukrainiens rend l'Iran complice du crime d'agression, des crimes de guerre et des actes terroristes de la Russie contre l'Ukraine.

La Russie utilise activement des drones de combat de fabrication iranienne. Entre septembre et octobre notamment, des centaines de drones kamikazes iraniens ont été lancés pour frapper des bâtiments résidentiels, des centrales électriques, des ponts, des terrains de jeux et d'autres biens de caractère civil dans les villes ukrainiennes. Nous demandons donc à l'Iran de cesser immédiatement de fournir des armes à la Russie. Dans le cas contraire, l'Iran en portera la responsabilité dans les termes les plus stricts, y compris dans le cadre des procédures judiciaires internationales relatives aux crimes commis par la Russie contre l'Ukraine. L'Iran continue d'affirmer qu'il reste neutre vis-à-vis de la guerre et qu'il ne fournit d'armes à aucun des deux camps. Cependant, les faits réels sur le terrain contredisent ces affirmations. L'Ukraine prendra toutes les mesures possibles pour protéger sa population civile, sa souveraineté et son intégrité territoriale contre une agression extérieure, tout en exerçant son droit inaliénable à la légitime défense conformément à la Charte des Nations Unies. Les forces de défense ukrainiennes ont déjà réussi à abattre 230 drones Shahed-136, que la Russie a sournoisement déguisés en Geran-2.

L'Ukraine réaffirme son plein soutien à la Convention sur certaines armes classiques, à la Convention d'Ottawa et au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, le problème des mines et des restes explosifs de guerre s'est fait particulièrement aigu, même si cela fait huit ans que la Russie en dissémine partout sur le territoire ukrainien. Les restes d'armes à sous-munitions, de bombes et de mines antipersonnel, ainsi que les restes explosifs de guerre, provoquent une pollution massive et constituent une menace à long terme pour les civils. Alors que l'ensemble du monde civilisé se détourne des mines antipersonnel et en interdit l'usage, la Russie, elle, y recourt de plus en plus en Ukraine, et en teste même de nouveaux types, telles que les POM-3 « Médaille », entre autres. Alors que la Russie se retire des territoires temporairement occupés de l'Ukraine, son personnel militaire pose massivement des pièges interdits par le droit international, y compris dans des installations alimentaires, des résidences privées et des cadavres humains. Les crimes de guerre des occupants russes sont commis même contre les enfants ukrainiens. Les envahisseurs piègent délibérément des jouets et des objets brillants qui attirent l'attention des enfants. Les membres des forces armées ukrainiennes, des services d'urgence de l'État et d'autres organismes, qui risquent

quotidiennement leur vie, procèdent à des opérations de déminage dans les territoires libérés. Cependant, ce n'est que lorsque toutes les troupes russes auront quitté le territoire ukrainien que le vrai travail de déminage pourra commencer.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Il reste 48 orateurs et oratrices sur la liste pour ce groupe de questions. Comme les délégations le savent, sur la base du programme de travail actuel, la Commission doit conclure son examen du groupe de questions aujourd'hui. À cet égard, je voudrais faire référence à la décision de la Commission de ne pas tenir de réunion le lundi 24 octobre. Compte tenu du retard actuel et de la longue liste d'orateurs pour les quatre groupes de questions restants, le Bureau de la Première Commission propose que celle-ci se réunisse lundi prochain, 24 octobre, le matin et l'après-midi afin de commencer à entendre les orateurs et oratrices sur les groupes de questions « Autres mesures de désarmement et sécurité internationale » et « Désarmement et sécurité sur le plan régional ». Ces deux réunions plénières supplémentaires permettraient à la Commission d'épuiser la liste des orateurs et oratrices pour les débats thématiques en temps voulu et de respecter son calendrier, qui prévoit le début de la phase de décision le vendredi 28 octobre.

Puis-je considérer que la Commission souhaite procéder de la sorte et tenir deux séances plénières le lundi 24 octobre ?

Il en est ainsi décidé.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant poursuivre son débat thématique sur le groupe de questions « Armes classiques ».

M. Clutterbuck (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Alors que la communauté internationale est confrontée aux implications de nouveaux conflits qui s'intensifient, au niveau de risque nucléaire le plus élevé depuis la fin de la guerre froide et aux nouveaux défis de sécurité dans les domaines de l'espace et de la cybersécurité, il est important que nous restions également concentrés sur les questions relatives aux armes classiques. Comme l'a montré l'invasion illégale et injustifiée de l'Ukraine par la Russie, cette année a été marquée par de nombreux exemples d'utilisation d'armes illégales et d'utilisation d'armes légales de manière illégale, souvent en violation flagrante du droit international humanitaire. Nous avons constaté l'utilisation de mines terrestres antipersonnel, d'armes à sous-munitions et de munitions au phosphore,

ainsi que le ciblage de civils et d'infrastructures civiles. La Nouvelle-Zélande condamne tous ces usages et comportements et appelle tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et à appliquer la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la Convention sur les armes à sous-munitions et les protocoles pertinents à la Convention sur certaines armes classiques. Le moment est venu de consolider les normes importantes qui sont au cœur de ces traités, en démontrant notre engagement à faire respecter le droit international humanitaire et à renforcer la protection des civils.

Compte tenu de tous les défis auxquels nous sommes confrontés, la Nouvelle-Zélande est très satisfaite de pouvoir célébrer au moins une avancée cette année, à savoir la conclusion de la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. Menée de main de maître par l'Irlande, la négociation de cette déclaration a été un long processus, reflétant l'expérience de nombreux États et populations civiles en matière de guerre urbaine sur une longue période. Ces expériences, qui ont été vécues dans le monde entier pendant de nombreuses années, plaident en faveur d'une plus grande protection des civils pris entre deux feux dans les guerres urbaines. La Nouvelle-Zélande apprécie le leadership fort de l'Irlande, la vision et l'engagement d'un groupe d'États de plus en plus nombreux, ainsi que le plaidoyer inlassable et l'expertise bienvenue des organisations internationales et des groupes de la société civile, qui se sont tous réunis pour créer ce document important. Nous soutenons fermement la Déclaration politique et les mesures concrètes qu'elle mettra en place pour protéger les civils des dommages causés par l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. Nous encourageons tous les pays à signer cet instrument et à jouer leur rôle dans son universalisation et sa pleine application.

Le développement rapide des systèmes d'armes autonomes pose de sérieux problèmes juridiques, éthiques et de sécurité. Répondre à ces préoccupations par de nouvelles règles et limites juridiquement contraignantes est l'un des points les plus urgents du programme de désarmement. La majorité des États souhaitent que des progrès réels soient accomplis en matière de systèmes d'armes autonomes grâce à de nouvelles interdictions, règles et limites. Malgré les efforts de quelques-uns pour faire échouer les progrès multilatéraux sur la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), les États ont commencé à se rassembler autour de plusieurs domaines de convergence, comme le montre la déclaration commune

présentée aujourd'hui par l'Autriche au nom de 69 États, dont la Nouvelle-Zélande. Pour contribuer à ces progrès, la Nouvelle-Zélande a eu le plaisir de parrainer les travaux de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement visant à identifier les domaines de convergence, notamment lors d'un atelier destiné aux États intéressés, qui s'est tenu à Genève au début de l'année. Il incombe maintenant aux Hautes Parties contractantes à la CCAC de démontrer qu'elles peuvent traduire de manière significative l'élaboration d'accords de fond en progrès formels et convenus. Nous aspirons à travailler avec toutes les parties à la CCAC à cette fin.

Les conséquences sociales, économiques et humanitaires du commerce illicite des armes classiques continuent de motiver notre soutien au Traité sur le commerce des armes. Le renforcement de la réglementation du commerce des armes classiques dans le cadre du Traité sur le commerce des armes apporte une contribution importante à la sécurité internationale et régionale et à la réduction des souffrances humaines. L'application intégrale du Traité est essentielle à la réalisation de ses objectifs. En tant que Présidente sortante du fonds d'affectation volontaire pour la mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes, la Nouvelle-Zélande a eu le plaisir de contribuer étroitement à ce travail depuis 2019, et nous exhortons tous les États qui recherchent une assistance pour appliquer le Traité sur le commerce des armes à envisager de soumettre une demande de projet au fonds, lequel est un outil unique en son genre, efficace et puissant pour améliorer la mise en œuvre des dispositions du Traité sur le commerce des armes.

M^{me} Quashie (Ghana) (*parle en anglais*) : L'utilisation de plus en plus répandue d'engins explosifs improvisés (EEI) et le flux illicite incessant d'armes légères et de petit calibre et de leurs munitions vers les groupes militants, en particulier en Afrique de l'Ouest, restent une grave préoccupation pour le Ghana, car ils constituent une menace majeure pour la paix et la sécurité et le développement social et économique à long terme du continent. En plus d'alimenter la plupart des conflits dans la région, ces armes illicites font également échouer les efforts de règlement des conflits, entravent les opérations de maintien de la paix et ont contribué à l'augmentation de la criminalité, de la violence des jeunes, des prises d'otages et des crimes transfrontières.

Le Ghana se félicite donc de l'occasion qui lui est donnée de s'exprimer sur le groupe de questions « Armes classiques » et s'associe aux déclarations faites au nom du

Mouvement des pays non alignés et du Groupe des États d'Afrique (voir A/C.1/77/PV.16).

Le flux illicite d'armes légères et de petit calibre en Afrique de l'Ouest a eu pour conséquence quelque 346 attaques terroristes sur le continent africain au cours du seul premier trimestre 2022, dont 49 % ont eu lieu dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et ont provoqué le déplacement interne de populations dans la région.

De même, les engins explosifs improvisés, qui sont devenus une arme de guerre pour les groupes militants et terroristes de la sous-région, sont l'une des principales causes de victimes parmi les forces militaires et les civils. Au Burkina Faso, les incidents liés à la détonation d'EEI et d'explosifs sont passés d'environ 80 en 2016 à plus de 1 800 en 2019. En outre, entre 2016 et 2019, plus de 4 000 décès enregistrés au Niger, au Burkina Faso et au Mali ont été attribués à la détonation d'EEI.

La situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel appelle d'urgence une action concertée au niveau mondial pour traiter de manière décisive la question de la sécurité des armes classiques afin d'empêcher les terroristes et les groupes extrémistes d'y avoir accès pour les utiliser dans leurs activités de déstabilisation dans la région et dans d'autres parties du monde. Nous réaffirmons à cet égard que le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et l'Instrument international de traçage y afférent, le Traité sur le commerce des armes, la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la Convention sur les armes à sous-munitions et la Convention sur certaines armes classiques conservent toute leur importance dans le cadre des efforts mondiaux pour prévenir l'acquisition illicite, la prolifération et l'usage abusif des armes classiques.

Nous nous félicitons des documents finaux de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, et nous redisons notre soutien à la création d'un programme de bourses et de formation des Nations Unies sur les armes légères et de petit calibre, en particulier pour les pays en développement.

Nous saluons également les efforts de la huitième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes, qui s'est tenue en août à Genève. Nous réaffirmons l'importance de la coopération et de l'assistance internationales pour l'application du Traité sur le commerce des armes, et encourageons les États qui

n'ont pas encore signé le Traité à le faire aux fins de son universalisation. Le Traité sur le commerce des armes est très important pour remonter à la source des armes légères et de petit calibre et sert de base à la surveillance au niveau local et sous-régional.

Nous implorons les pays qui fabriquent et exportent des armes de respecter le régime de certificats d'autorisation pour les importations d'armes en Afrique de l'Ouest établi par la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes, pour en réduire le détournement et le transfert illicite. Nous croyons qu'une collaboration plus étroite entre les organisations internationales et l'Union africaine, sans conditions préalables, permettra de soutenir les programmes régionaux, tels que Faire taire les armes en Afrique, une initiative phare de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui vise à mettre fin aux conflits, à la violence fondée sur le genre, à l'extrémisme et à la criminalité en Afrique.

Ma délégation estime que la gestion et le contrôle des munitions sont essentiels pour que le monde se rapproche de plus en plus rapidement de la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier de la cible 16.4, qui appelle à une réduction sensible du trafic d'armes légères et de petit calibre d'ici à 2030. Pour lutter contre le fléau que constitue la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre, nous plaçons fermement en faveur d'une approche globale tout au long de leur cycle de vie afin d'assurer une gestion sûre, sécurisée et responsable des munitions classiques et de prévenir le détournement des stocks vers des utilisateurs non autorisés. Nous comptons à cet égard sur le succès du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques, qui a pour mandat de définir un ensemble d'engagements politiques devant constituer un nouveau cadre mondial pour combler les lacunes existantes dans la gestion des munitions tout au long de leur cycle de vie.

Pour terminer, le Ghana estime que les efforts menés dans le cadre de la lutte contre la prolifération des armes classiques doivent bénéficier du même degré de priorité que la lutte contre les armes de destruction massive, compte tenu des immenses ravages qu'elles sont capables de causer, en particulier lorsqu'elles tombent entre de mauvaises mains. Nous exhortons la communauté internationale à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour lutter de manière préventive et

énergique contre la menace que représente l'accumulation illicite et la prolifération des armes classiques.

M. Gurbanov (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : L'accumulation excessive et la prolifération des armes classiques continuent de représenter une menace pour la sécurité et la stabilité régionales ainsi que pour la sécurité des civils. La pleine mise en œuvre des engagements énoncés dans les documents internationaux pertinents et des mesures pratiques prises à cette fin est nécessaire pour contrer cette menace. La lutte contre le transfert, le stockage et l'utilisation illicites d'armes classiques, y compris les mines terrestres, revêt une urgence humanitaire absolue et nécessite une action multilatérale décisive. Cela pourrait également apporter une contribution importante aux efforts de réinsertion, de réintégration et de consolidation de la paix après les conflits dans les pays touchés par un conflit.

L'Azerbaïdjan est l'un des pays au monde les plus pollués par les mines terrestres et les restes explosifs de guerre. Ces dispositifs ont été mis en place par l'Arménie lors de son occupation militaire de nos territoires pendant près de trois décennies. Depuis la signature de la déclaration trilatérale du 10 novembre 2020, l'Azerbaïdjan a neutralisé plus de 67 000 mines terrestres antipersonnel et antichar, ainsi que d'autres restes explosifs de guerre, dans les territoires libérés. Pour comprendre l'ampleur de la tâche de déminage, la zone déminée représente à ce jour environ 4 % de l'ensemble des zones soumises à la lutte contre les mines.

Ce problème humanitaire peut être atténué si l'Arménie publie toutes les cartes des champs de mines. Après la fin du conflit, l'Arménie a d'abord nié l'existence de telles cartes, puis a remis certains plans de repérage d'un champ de mines antérieurs à 2020. Alors que ces plans de repérage ne représentent que 5 % de l'ensemble des zones libérées, seuls 25 % d'entre eux se sont révélés exacts.

Au cours des 30 dernières années, plus de 3 300 citoyens azerbaïdjanais ont été victimes de mines, dont 357 enfants et 38 femmes. Ces deux dernières années, dans la période qui a suivi le conflit, environ 260 civils et militaires azerbaïdjanais ont été tués ou gravement blessés par des explosions de mines.

Malgré les engagements pris concernant la cessation de toutes les activités militaires, les forces armées arméniennes ont poursuivi leurs opérations de minage à grande échelle sur le territoire de l'Azerbaïdjan. Il a été établi que plus de 3 000 mines antipersonnel récemment

détectées dans les districts frontaliers azerbaïdjanais de Kelbajar, Latchine et Dachkesan ont été fabriquées en Arménie en 2021 et, par conséquent, déposées là après la signature de la déclaration trilatérale. En outre, les mines piégées installées par les forces arméniennes dans des zones résidentielles du district de Latchine avant leur retrait de ces zones en août 2022 ne laissent aucun doute quant au fait que l'objectif était de faire le plus grand nombre possible de victimes.

La menace complexe que représente les mines entrave les efforts de réhabilitation et de reconstruction en cours dans les territoires libérés de l'Azerbaïdjan et le retour en toute sécurité dans leurs foyers de centaines de milliers de personnes déplacées. Le déploiement aveugle de mines terrestres dans les passages de cours d'eau, sur les ponts, dans les champs agricoles, dans les cimetières et sur les routes constitue un crime de guerre au regard du droit international humanitaire.

Il existe une relation très claire et directe entre le déminage humanitaire et les avantages pour les personnes qui rentrent chez elles et le système socioéconomique au sens large. Les activités de lutte antimines menées à des fins humanitaires en Azerbaïdjan sont un moteur de progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Malgré les ressources considérables mobilisées par l'Azerbaïdjan pour faire face aux menaces humanitaires liées aux mines terrestres, les opérations de déminage humanitaire nécessitent encore des financements supplémentaires, compte tenu de l'étendue des zones polluées. Un partenariat international accru et un financement adéquat et prévisible de la lutte contre les mines sont indispensables pour renforcer les efforts nationaux de lutte contre les mines en Azerbaïdjan, qui sont d'une importance cruciale pour sauver des vies et assurer le retour en toute sécurité des déplacés dans leurs foyers.

Dans le contexte international, l'Azerbaïdjan soutient les objectifs inscrits dans la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction et continue d'apporter des contributions volontaires à ses objectifs en votant pour les projets de résolution sur l'application de cette convention à l'Assemblée générale.

M^{me} Alvarado (Pérou) (*parle en espagnol*) : La prolifération des armes continue d'augmenter, exacerbant l'instabilité du système international. Cette tendance à la hausse est comme un virus qui se propage dans nos pays et nos sociétés. La guerre a également incité à justifier cette

dangereuse spirale vers l'expansion et le perfectionnement des arsenaux militaires en tant que politique d'État.

La fourniture d'armes classiques, allant de l'armement lourd et de l'artillerie de gros calibre aux armes légères et de petit calibre et à leurs munitions, domine les économies, profite aux fabricants et aux exportateurs et nuit à notre sécurité et à notre développement socioéconomique. Les dépenses mondiales en munitions ont atteint environ 15 milliards de dollars et continuent d'augmenter. Chaque année, on produit suffisamment de balles pour tuer près du double de la population de la planète. Les munitions sont un élément essentiel du fonctionnement des armes à feu. Elles sont le carburant qui perpétue la violence. La détection des sources de munitions et des itinéraires d'approvisionnement peut donc être tout aussi importante que celle des flux d'armes illicites.

Cependant, ces arguments semblent tomber dans l'oreille d'un sourd, étant donné que certains États bloquent ouvertement les négociations sur la réglementation d'une question aussi cruciale, tandis que d'autres, avec le même objectif, font mine de ne pas entendre les appels de la région la plus touchée par le commerce illicite et le détournement des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions, et mettent en place des processus parallèles.

Il y a quelques mois, nous nous sommes rassemblés pour la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, à laquelle le Pérou attache la plus grande importance. Malheureusement, son document final ne contient aucune mention de nos préoccupations concernant le trafic illicite et l'utilisation abusive des munitions de ces armes. La prochaine conférence d'examen du Programme d'action sera l'occasion pour les États touchés de réintroduire la question des munitions dans le Programme d'action, sans préjudice des nouvelles instances qui ont été mises en place.

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer notre reconnaissance pour le travail précieux et impeccable réalisé par ma chère collègue et amie, l'Ambassadrice Nohra Quintero Correa, de la Colombie, dans les négociations sur le projet de résolution sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, dont le Pérou est coauteur (A/C.1/77/L.50).

Il est déplorable que des armes aux effets létaux et frappant sans discrimination soient encore utilisées, ce qui constitue une violation flagrante du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Le Pérou, en tant qu'État partie à la Convention d'Ottawa, continue d'honorer son engagement à être un pays exempt de mines antipersonnel. Nos efforts dans le domaine du déminage humanitaire, que nous menons actuellement conjointement avec notre ami l'Équateur, se fondent sur une approche globale d'assistance aux victimes et de déminage. Les engagements du Pérou en faveur du désarmement humanitaire se reflètent également dans la Convention d'Oslo. Nous condamnons l'utilisation d'armes à sous-munitions par quiconque, quelles que soient les circonstances, et appelons tous les pays qui produisent et utilisent de telles armes à adhérer à la Convention afin d'éviter que des civils innocents ne continuent d'être victimes des conséquences de l'existence de ces armes de nature à frapper sans discrimination.

Les progrès de la technologie militaire vers une autonomie toujours plus grande nous ont conduits à un scénario dans lequel les machines ont le pouvoir et la discrétion de mettre fin à des vies humaines, ce qui est moralement inadmissible, mais reste entaché d'incertitude sur le plan juridique. Les systèmes d'armes létaux autonomes constituent une préoccupation majeure pour l'humanité et appellent une réponse politique et juridique urgente de la part de la communauté internationale. Le Pérou considère que la meilleure réponse à cet égard est l'instauration d'interdictions juridiquement contraignantes. La réglementation par le biais d'un nouveau traité est le moyen le plus efficace de s'attaquer à l'incertitude croissante qui entoure ce qui est acceptable ou non en ce qui concerne des systèmes d'armes autonomes de plus en plus complexes.

Nous assistons à la reproduction des mêmes schémas stratégiques de sécurité pour le désarmement classique que pour le désarmement nucléaire, l'objectif de certains États étant de perpétuer leur puissance militaire. Nous observons également que les pays producteurs et exportateurs continuent de donner la priorité à leurs intérêts économiques, alors que les armes classiques font le plus grand nombre de victimes et de morts dans le monde, attisent les conflits et la violence armée, entravent le développement durable et rendent la paix et la sécurité internationales de plus en plus précaires.

M. Diack (Sénégal) : Ma délégation souscrit aux déclarations faites par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés et par le

représentant du Nigéria au nom du Groupe des États d'Afrique (voir A/C.1/77/PV.16) et se réjouit de participer à ce débat thématique sur les armes classiques.

Ce n'est qu'à juste raison que les armes classiques sont généralement assimilées aux armes de destruction massive dans certaines parties du monde, en raison de leur grande dissémination, facilitée en partie par les lacunes des régimes de contrôle. Ces lacunes nous interpellent tous sur l'urgence de préserver le Traité sur le commerce des armes, le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et son instrument international de traçage, le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, ainsi que les divers instruments régionaux et sous-régionaux pertinents.

Mais c'est particulièrement sur la léthargie qui entache le Registre des armes classiques que ma délégation voudrait attirer l'attention de toutes les délégations. Ce registre, qui constitue le seul mécanisme universel de renforcement de la transparence et de la confiance dans le domaine des armes classiques, souffre de plusieurs faiblesses qui entament sa pertinence et sa crédibilité. Parmi celles-ci, trois méritent d'être relevées.

La première est l'absence d'une huitième catégorie du Registre relative aux armes légères et de petit calibre. D'abord, pour répondre adéquatement à sa définition, le Registre doit impérativement inclure les armes légères et de petit calibre, à côté des sept catégories traditionnelles, car il s'agit bien du « Registre des armes classiques » et non du « Registre de certaines catégories d'armes classiques ».

Ensuite, en intégrant les armes légères et de petit calibre en tant que catégorie à part entière, le Registre prendra en compte les types d'armes classiques qui constituent la principale menace pour la sécurité de nombreux pays. Cela pourrait encourager ces pays à avoir intérêt à soumettre leurs rapports, contribuant ainsi à rehausser le niveau de participation au Registre en baisse constante depuis plusieurs années.

En outre, il est vrai que la création de la catégorie VIII entraînera une charge supplémentaire dans le travail de collecte des données sur les transferts d'armes légères et de petit calibre et pourrait, de ce fait, pousser certains pays à communiquer des informations incomplètes. Mais du point de vue du renforcement de la transparence, nous estimons qu'il serait préférable que ces pays communiquent des informations incomplètes

avec la possibilité d'améliorer leur pratique en matière de rapports, plutôt que de ne pas du tout participer au Registre.

Par ailleurs, de nombreux États sont déjà habitués à rendre compte de leurs transferts internationaux d'armes légères et de petit calibre à d'autres instruments comme le Traité sur le commerce des armes. Par conséquent, la transition de la « formule 7 + 1 » vers la catégorie VIII devrait être une simple tâche administrative, si l'on donne aux pays la possibilité d'utiliser les informations qu'ils ont déjà communiquées au titre du Traité sur le commerce des armes pour faire leurs rapports au Registre. Cette perspective intéressante a été ouverte par la septième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes, d'où l'importance d'une coopération renforcée entre les secrétariats du Traité et du Registre.

La seconde faiblesse du Registre est qu'il ne prend en compte que les transferts internationaux d'armes classiques, alors que certains États peuvent acquérir de telles armes au moyen de leur industries nationales d'armements. En d'autres termes, il est demandé aux pays de rendre compte de leurs transferts internationaux d'armes, mais de fournir seulement des informations générales supplémentaires en ce concerne leur approvisionnement en armes par la production nationale. Cette situation rend le Registre discriminatoire à l'égard des pays qui dépendent des importations d'armes. En effet, le niveau de transparence exigé de ces pays sur leurs acquisitions est plus élevé que celui attendu des pays qui s'approvisionnent par leur production nationale. Cette lacune doit être corrigée pour permettre au Registre de couvrir sur un pied d'égalité les deux principales formes d'acquisition d'armes classiques et de remplir ainsi sa fonction première : identifier et prévenir l'accumulation excessive et déstabilisatrice d'armes classiques.

La troisième faiblesse du Registre est relative à l'insuffisance des moyens de son secrétariat, question sur laquelle le Groupe d'experts gouvernementaux de 2022 chargé d'examiner le Registre s'est penché, en faisant des recommandations qui méritent tout notre soutien. Cependant, prendre en charge ces défis nous interpelle, avant tout, sur la nécessité d'une sensibilisation de la communauté internationale sur l'état préoccupant dans lequel se trouve le Registre. C'est tout le sens de l'événement parallèle qui sera organisé conjointement par le Bureau des affaires de désarmement et l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, ce 25 octobre, pour marquer le trentième anniversaire du Registre.

Le Sénégal invite donc toutes les délégations à y prendre part et les appelle, par ailleurs, à coparrainer et voter pour le projet de résolution A/C.1/77/L.48, relatif à la transparence dans le domaine des armements.

M^{me} Campos (Brésil) (*parle en anglais*) : Bien que les armes de destruction massive méritent notre attention, elles ne doivent pas éclipser les armes classiques. En effet, les armes classiques sont responsables de l'écrasante majorité des blessures et des décès survenant dans le cadre de conflits armés. De plus, nous ne connaissons que trop bien les risques que le commerce illicite des armes légères fait peser sur l'ordre public. C'est pourquoi les armes classiques restent l'un des sujets les plus sensibles du programme de désarmement. Le Brésil reconnaît, d'une part, la légitimité de la possession et de l'utilisation de certaines armes classiques à des fins de sécurité nationale et leur commerce, tel que réglementé par le Traité sur le commerce des armes. D'autre part, nous devons être conscients de leurs effets déstabilisants. Il est particulièrement inquiétant que ces armes puissent être utilisées sans discrimination, en violation du droit international humanitaire et en contradiction avec le texte de la Convention sur certaines armes classiques. Pour trouver un équilibre délicat entre ces considérations, le régime de désarmement et de maîtrise de ces armes doit être tenu à jour. Le régime doit en particulier s'attaquer aux défis posés par les technologies émergentes appliquées à la mise au point d'armes classiques.

Dans cette optique, le Brésil a soutenu, dans différentes instances, la poursuite des discussions sur la manière d'améliorer les réglementations et les contrôles actuels face à la nature évolutive du sujet. En ce qui concerne par exemple le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, nous appuyons les discussions sur l'amélioration de l'Instrument international de traçage. Les technologies modernes appliquées à ce domaine, telles que les armes modulaires et en polymère et l'impression tridimensionnelle, ne doivent pas permettre aux criminels et aux acteurs non étatiques de prendre le dessus sur les efforts déployés par les gouvernements pour réprimer le commerce illégal. De même, en ce qui concerne les munitions, lors de la dernière session du Groupe d'experts gouvernementaux et à la session en cours du groupe de travail à composition non limitée, nous avons préconisé l'adoption de normes minimales de marquage en vue de renforcer les activités de traçage dans le cadre de la lutte cruciale contre le détournement des munitions.

Conformément à cette approche, le Brésil est depuis de nombreuses années activement mobilisée dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC) afin de promouvoir un débat qualifié, efficace et orienté vers l'action sur la réglementation des systèmes d'armes létaux autonomes. Nous avons notamment souligné la nécessité d'une réglementation qui reconnaisse la centralité du contrôle humain dans le développement et l'utilisation des systèmes autonomes, conformément aux normes et principes du droit international humanitaire. En illustration de cet engagement de longue date, le Représentant spécial du Brésil pour la Conférence du désarmement, l'Ambassadeur Flávio Damico, a été nommé au début de cette année, au nom du Mouvement des pays non alignés, pour présider le Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Ma délégation saisit cette occasion pour exprimer sa gratitude pour le soutien qu'elle a reçu pendant sa présidence du Groupe. Au cours de sa session de 2022, le Groupe d'experts gouvernementaux a reçu de la part des membres et des observateurs un nombre impressionnant de propositions, qui ont considérablement enrichi le débat actuel et permis d'esquisser des options futures possibles pour élaborer un cadre international concernant les armes létales autonomes. Outre ses deux sessions formelles, le Groupe a tenu trois réunions informelles intersessions et est parvenu à approuver un rapport consensuel en juillet dernier.

Nous pensons que les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux portent sur un sujet d'importance stratégique qui mérite une attention particulière de la part de toutes les Hautes Parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques et de la communauté internationale. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent dans différents milieux – États, organisations non gouvernementales, groupes de réflexion et milieu universitaire – pour demander l'examen et l'élaboration d'un cadre mondial concernant les systèmes d'armes létaux autonomes, comme l'a indiqué la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, M^{me} Izumi Nakamitsu, dans sa déclaration liminaire devant la Première Commission (voir A/C.1/77/PV.2). Ma délégation partage sa conviction que les États doivent aplanir leurs divergences et intensifier leurs efforts pour convenir d'une voie menant à un instrument international efficace. Le Brésil relève que cette préoccupation commune a conduit à l'adoption de la résolution 51/22 du Conseil des droits de l'homme sur les incidences sur les droits

de l'homme des technologies nouvelles et émergentes dans le domaine militaire. Dans le même ordre d'idées, la déclaration commune sur les systèmes d'armes létaux autonomes, présentée dans le cadre de ce groupe de questions, a apporté une nouvelle contribution concrète aux discussions du Groupe d'experts gouvernementaux. Nous espérons que ces efforts donneront un nouvel élan aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux afin de garantir que les risques et les défis liés à l'utilisation militaire de l'intelligence artificielle sont traités de manière adéquate et efficace.

M. Khaldi (Algérie) (*parle en anglais*) : Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre continue de faire peser une grave menace sur la paix, la sécurité et la stabilité dans de nombreuses régions du monde, en particulier en Afrique. Face à ce défi mondial, l'Algérie n'a cessé d'appuyer et de promouvoir tous les efforts concertés aux niveaux national, régional et mondial visant à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, y compris en prévenant et en combattant le détournement et le transfert international illicite d'armes légères et de petit calibre vers tous les destinataires non autorisés. Cet effort constant découle de l'expérience singulière de l'Algérie dans la lutte contre le fléau du terrorisme, ainsi que des multiples défis sécuritaires qui se manifestent autour de ses frontières géographiques.

Je saisis l'occasion du présent débat pour réaffirmer la position de l'Algérie à l'égard des armes classiques comme suit.

Premièrement, l'Algérie reste pleinement attachée au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et à son instrument international de traçage et continue de plaider en faveur de leur mise en œuvre intégrale d'une manière équilibrée et globale. Dans ce contexte, l'Algérie se félicite de l'adoption par consensus du document final de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action relatif aux armes légères et salue sa décision d'établir un programme permanent de bourses de formation spécialisées concernant les armes légères et de petit calibre. Dans cet esprit, l'Algérie attend avec intérêt la quatrième Conférence d'examen du Programme d'action en 2024 et se dit de nouveau prête à travailler de manière constructive avec les États Membres pour entreprendre un examen complet du Programme d'action et faire progresser sa mise en œuvre équilibrée.

Deuxièmement, l'Algérie prend note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre et le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects (A/77/77), pour lequel mon pays a présenté sa contribution nationale pour renforcer davantage le Programme d'action et l'Instrument international de traçage.

Troisièmement, au niveau régional, l'Algérie travaille sans relâche à la mise en œuvre de la Stratégie de l'Union africaine de 2011 sur le contrôle de la prolifération, de la circulation et du trafic illicites des armes légères et de petit calibre et reste pleinement attachée à la réalisation de l'initiative de l'Union africaine visant à faire taire les armes en Afrique.

Réaffirmant son engagement historique en faveur du droit international humanitaire et de son développement, l'Algérie continue de remplir ses obligations au titre de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC) et de ses protocoles annexes, auxquels elle est partie. Dans cet esprit, l'Algérie espère que le cadre juridique humanitaire permettra de poursuivre l'élaboration et la codification des règles et principes humanitaires qui placent l'être humain et sa protection pleine et effective au-dessus de toute autre considération. En outre, étant donné que l'évolution rapide de la technologie et le recours éventuel à des systèmes d'armes létaux autonomes dans les conflits armés sont profondément alarmants, l'Algérie soutient les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes et espère renforcer son mandat dans le cadre des objectifs et des buts inscrits dans la CCAC afin de parvenir à un instrument juridiquement contraignant sur les armes létales autonomes. Ma délégation souhaite exprimer sa gratitude à toutes les parties prenantes pour les efforts qu'elles ont déployés afin de faire progresser les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux en vue d'obtenir des résultats concrets, y compris l'initiative de la déclaration commune présentée ce matin au nom d'un groupe d'États, dont mon pays partage les objectifs, à savoir le renforcement de la convergence en matière d'armes létales autonomes.

Par ailleurs, la réalisation des nobles objectifs fixés par la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel fait également partie de nos priorités. L'expérience de l'Algérie, qui a honoré ses obligations au titre de cette convention, dans la continuité de ses efforts nationaux en matière de déminage et d'assistance aux

victimes, constitue un modèle de réussite dans la lutte contre les mines antipersonnel et leurs effets dévastateurs.

Il convient de rappeler qu'il y a cinq ans, l'Algérie s'est acquittée avec succès de ses obligations en matière de déminage dans le cadre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, également connue sous le nom de Convention d'Ottawa.

En outre, l'Algérie continue de soutenir pleinement les travaux de la Convention, notamment en participant activement aux activités de son comité permanent. C'est dans ce contexte que l'Algérie a eu le privilège de présider, en 2022, le Comité sur l'assistance aux victimes.

Enfin, ma délégation s'associe aux déclarations prononcées au nom du Mouvement des pays non alignés, du Groupe des États d'Afrique et du Groupe des États arabes au titre de ce groupe de questions (voir A/C.1/77/PV.16).

M. Rosinas (Lituanie) (*parle en anglais*) : La Lituanie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne (voir A/C.1/77/PV.16). Je voudrais faire les observations suivantes à titre national.

Nous exprimons une nouvelle fois notre condamnation la plus ferme de la guerre d'agression non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine et de ses violations continues de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de l'Ukraine.

Dans ce contexte, qu'il me soit permis de rappeler que, juste avant l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie le 24 février, les États baltes et l'Ukraine ont invoqué le Mécanisme de consultation et de coopération concernant des activités militaires inhabituelles au titre du chapitre sur la réduction des risques figurant dans le Document de Vienne de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. La Russie et le Bélarus ont été invités à s'expliquer sur le renforcement sans précédent des forces militaires russes et la concentration de forces sur les territoires de la Russie et du Bélarus à proximité de l'Ukraine ainsi qu'en Crimée et dans le Donbas occupés, et à apporter des réponses aux questions soulevées par les exercices militaires conjoints de grande ampleur qui étaient menés par la Russie et le Bélarus sur le territoire de ce dernier et n'avaient pas été annoncés. Cependant, la Russie et le Bélarus n'ont tenu aucun compte de nos préoccupations légitimes et ont ouvertement diffusé de fausses informations et détourné ce mécanisme. Nous disposons désormais d'un précédent et de la preuve que les prétendus exercices conjoints entre la Russie et le Bélarus n'étaient qu'une façade pour couvrir l'invasion

imminente. Nous appelons tous les États à rejeter les tentatives flagrantes de la Russie d'acquérir des territoires par la force et à s'abstenir de lui transférer des armes.

Nous condamnons également l'utilisation par la Russie de mines terrestres antipersonnel et d'armes à sous-munitions, ainsi que l'utilisation aveugle d'autres armes explosives, telles que des roquettes, des obus d'artillerie et des engins explosifs improvisés contre les civils en Ukraine, ce qui constitue une violation flagrante du droit international humanitaire. La Russie doit immédiatement mettre fin à sa guerre d'agression, retirer toutes ses forces et tout son matériel militaire de l'Ukraine et respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Nous appelons également le Bélarus à cesser d'être complice dans cette guerre et, plus particulièrement, à cesser immédiatement de fournir des armes lourdes à l'État agresseur et à ne plus autoriser l'utilisation de son territoire comme base de lancement d'attaques contre l'Ukraine.

Nous sommes également confrontés à de nombreux problèmes impliquant des armes classiques posés par des acteurs étatiques et non étatiques partout dans le monde. Le trafic d'armes, le terrorisme international, la prolifération des armes et des munitions et les flux incontrôlés d'armes légères et de petit calibre, ainsi que les violations du droit international humanitaire, font obstacle à l'application de l'état de droit, empêchent le règlement des conflits et entravent le développement socioéconomique.

La Lituanie est favorable à l'élaboration et à l'application de règles internationales pour garantir un commerce des armes responsable et souligne l'importance du Traité sur le commerce des armes dans le contexte de la maîtrise des armements au niveau mondial. Nous exhortons tous les pays, en particulier les grands producteurs et exportateurs d'armes, à devenir des États parties au Traité sur le commerce des armes.

La Lituanie souligne qu'il importe d'universaliser et de renforcer la Convention sur certaines armes classiques (CCAC) et de respecter toutes les dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés. Nous sommes convaincus que les discussions sur les nouvelles technologies, y compris sur l'utilisation militaire responsable des technologies émergentes et révolutionnaires, doivent rester dans le cadre de la CCAC, qui rassemble les principales parties prenantes et l'expertise militaire, juridique et politique pertinente.

Nous soutenons les solutions pratiques visant à renforcer la protection des civils qui sont conformes aux dispositions existantes du droit international humanitaire. Nous appelons tous les acteurs étatiques et non étatiques à respecter le droit international humanitaire et les autres mesures de protection des civils et à s'y conformer.

M^{me} Liolocha (République démocratique du Congo) : Ma délégation fait siennes les déclarations faites par la représentante de l'Indonésie et le représentant du Nigéria, respectivement au nom du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des États d'Afrique (voir A/C.1/77/PV.16).

La propagation incontrôlée des armes classiques reste, d'une manière générale, une préoccupation permanente, demeure un obstacle pour la paix et constitue un frein au développement. C'est pourquoi la République démocratique du Congo est résolument engagée dans la lutte contre la prolifération des armes, et cela s'explique par le fait qu'elle a souscrit à plusieurs instruments politiques et juridiques d'ordre sous-régional, régional et international ayant pour objectif le contrôle des armes classiques, y compris les armes légères et de petit calibre.

La prolifération des armes légères et petit calibre renforce les activités des groupes armés à l'est de la République démocratique du Congo. En effet, ces groupes tirent leurs sources de revenus et d'approvisionnement en armes et munitions de l'exploitation illicite et du pillage de nos ressources naturelles.

C'est pourquoi ma délégation est d'avis que le processus de réduction et de contrôle de ces armes doit se poursuivre afin de mener des consultations pour limiter les transferts internationaux des armes.

La République démocratique du Congo salue les initiatives déjà prises dans ce domaine et en même temps soutient l'approche globale du Secrétaire général pour le désarmement. Nous devons regarder de l'avant et relever les défis de l'avenir, car nos efforts dans le domaine des armes classiques contribueront au renforcement de la paix et de la sécurité internationale.

La République démocratique du Congo reste attachée à la Convention sur certaines armes classiques et à ses cinq protocoles, car les conséquences humaines, sociales, économiques et politiques de la prolifération anarchique de ces armes laissent derrière elles un fardeau irréparable.

Pour ce qui est de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, ma délégation reste engagée

à poursuivre le processus de déminage dans les zones affectées. Depuis le début de ses activités en 2002, le Service de la lutte antimines ainsi que d'autres partenaires appuient les efforts du Gouvernement congolais pour lui permettre de garantir un environnement sûr pour ses populations.

Le Service de la lutte antimines a continué de fournir un appui technique et politique aux autorités congolaises et aux opérations de maintien de la paix grâce à des activités telles que la formation spécialisée, l'installation et la modernisation de l'entreposage des armes et des munitions, l'élimination des munitions inutilisables, l'évaluation des zones de stockage des munitions et l'élaboration de mesures d'atténuation visant à réduire les risques pour les populations.

Étant donné que la République démocratique du Congo reste déterminée à atteindre la libération totale de son territoire des mines antipersonnel, le Centre congolais de lutte antimines, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, a soumis une autre demande de prolongation du délai pour nettoyer les 33 zones dangereuses restantes. Ce travail de nettoyage requiert une somme d'environ 3,4 millions de dollars.

Parmi les circonstances qui ont paralysé les opérations de la lutte antimines et empêché ainsi la République démocratique du Congo à atteindre la conformité après l'obtention de la prolongation, nous pouvons citer entre autres l'insécurité due à la prolifération des groupes armés, l'apparition des Forces démocratiques alliées, la baisse sensible du financement, la survenance des différentes épidémies d'Ebola ainsi que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Il y a lieu de signaler ici que dans le cadre de la mise en œuvre de l'Action 3 du Plan d'action d'Oslo et devant une réduction sensible d'opérateurs de déminage en République démocratique du Congo, le Programme national envisage de mettre en œuvre dans cette période de prolongation une politique d'intégration et de valorisation de la femme démineuse congolaise dans les équipes opérationnelles et ce, en étroite collaboration avec les organisations concernées.

Pour terminer, la République démocratique du Congo compte sur l'appui de tous ses partenaires pour lui permettre d'achever le travail avant le 31 décembre 2025.

M^{me} Saggese (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : La maîtrise efficace des armes classiques est un objectif qui devrait nous unir tous et qui reste une priorité pour

le Royaume-Uni. Le détournement et l'utilisation abusive des armes classiques, notamment des armes légères et de petit calibre, font chaque année des centaines de milliers de victimes, compromettent la sécurité et le développement durable et attisent les conflits, la criminalité et le terrorisme. Nous devons continuer à travailler ensemble pour combattre ce fléau. Nous sommes conscients des effets différenciés de ces questions sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons et nous saluons les efforts visant à garantir une participation pleine, effective et véritable des femmes à tous les efforts déployés pour contrer ces menaces.

Le Traité sur le commerce des armes est au cœur de notre approche de la lutte contre la prolifération illicite et déstabilisatrice. Son objectif est de créer les normes communes les plus élevées possibles pour réglementer le commerce international des armes classiques. Nous nous félicitons que la huitième Conférence des États parties ait pu se réunir en présentiel et que la session inaugurale du Forum d'échange d'informations sur le détournement ait été couronnée de succès. Le Traité sur le commerce des armes se renforce avec l'adhésion de chaque nouvel État partie, et nous saluons chaleureusement l'adhésion des Philippines et du Gabon cette année. Le Royaume-Uni continuera à travailler avec tous les acteurs concernés pour renforcer la coopération et réduire l'offre et la demande d'armes illicites.

Si nous voulons, en tant que communauté mondiale, nous attaquer aux armes illicites ou déstabilisatrices, nous devons également améliorer la gestion des munitions. Le Royaume-Uni s'est donc engagé à assurer le succès du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques. Il nous tarde que nous nous mettions d'accord sur un cadre mondial ambitieux et efficace qui nous aidera tous à améliorer la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie. Les mesures de confiance ont un rôle de plus en plus central à jouer pour limiter l'accumulation excessive ou déstabilisatrice d'armes.

Cette année, nous célébrons le trentième anniversaire du Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies. Son adoption a constitué une étape importante vers la transparence au niveau mondial. Le Royaume-Uni déclare systématiquement ses exportations au Registre. Nous nous félicitons de la légère augmentation du nombre de rapports cette année, mais d'autres progrès sont nécessaires et nous demandons instamment aux États de soumettre leurs rapports sans tarder. Nous continuerons à travailler avec le Bureau des

affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies et d'autres acteurs pour soutenir la mise en œuvre du Registre et des efforts de transparence plus larges.

Nous devons défendre le droit international humanitaire. Le Royaume-Uni a eu l'honneur de présider la dixième Assemblée des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions le mois dernier, qui a été une occasion importante de faire le point sur la mise en œuvre du Plan d'action de Lausanne. Au cours de notre présidence, nous avons également œuvré en faveur de son universalisation et continué notre important travail sur les nouvelles options de financement pour la lutte contre les mines.

Le Royaume-Uni reste profondément préoccupé par l'utilisation massive et bien documentée d'armes à sous-munitions et de mines terrestres, en particulier en Ukraine, où elles ont fait des centaines de victimes civiles. Des rapports, aux conclusions concordantes, sur l'utilisation par la Russie de mines antipersonnel et de dispositifs de piégeage activés par les victimes, y compris des dispositifs placés sur des cadavres, remettent en cause le respect de ses obligations contractées au titre du Protocole II, tel que modifié, annexé à la Convention sur certaines armes classiques. Au vu de la brutalité de la guerre, la Russie devra répondre à de sérieuses questions quant à son respect du droit international humanitaire. Ces évolutions soulignent l'importance de l'accord sur une déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. Le Royaume-Uni signera cette déclaration à la cérémonie d'adoption à Dublin le mois prochain et s'efforcera d'obtenir des avantages humanitaires concrets et le respect du droit international humanitaire lors de sa mise en œuvre ultérieure.

Le Royaume-Uni se félicite des discussions de fond en cours au sein du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, mis en place dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques, malgré les efforts que mène un État pour les entraver. Nous encourageons le Groupe d'experts gouvernementaux à approfondir l'examen des nombreuses propositions constructives dont il sera saisi en 2023 et qui méritent, selon nous, 20 jours de travail. Le Royaume-Uni attend avec impatience de travailler avec ses partenaires à l'élaboration de ces propositions, en s'efforçant de mettre en place un cadre normatif et opérationnel fondé sur une meilleure compréhension du concept d'implication

humaine, sur un développement et une utilisation éthiques, et sur le respect du droit international humanitaire.

Le système international fondé sur des règles est essentiel pour faire face aux menaces qui pèsent sur la vie et la sécurité. Nous appelons donc tous les États à travailler de bonne foi, à soutenir le fonctionnement de tous les traités et structures pertinents, y compris par le paiement des contributions statutaires, et à se joindre à nous dans la poursuite d'un avenir plus pacifique que notre passé.

M. Albu-Mohammed (Iraq) (*parle en arabe*) : La délégation iraquienne s'associe aux déclarations faites au nom du Groupe des États arabes et du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/77/PV.16).

Les effets désastreux du phénomène du trafic d'armes classiques, qui alimente les conflits armés et soutient la criminalité organisée dans le monde entier, sont bien connus. Ce phénomène constitue la principale source de financement des groupes terroristes et a pour effet négatif d'entraver le développement de la société. La communauté internationale doit donc redoubler d'efforts pour créer un système global de lutte contre le trafic d'armes légères et de petit calibre de tous types, d'interdiction de leur exportation et de surveillance de leurs mouvements transfrontaliers, afin que le monde jouisse d'une paix et d'une sécurité accrues.

L'Iraq se félicite de l'adoption par consensus du document final de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Nous espérons que ses recommandations seront mises en œuvre, en particulier celles relatives au Programme de bourses des Nations Unies pour le renforcement des capacités en matière d'armes légères et de petit calibre.

La prolifération des mines antipersonnel, des restes explosifs de guerre et des armes à sous-munitions présente un grand danger, entraînant la mort ou la mutilation de milliers de personnes et ayant des effets socioéconomiques et environnementaux à long terme. L'Iraq est en tête de liste des pays qui souffrent du problème des mines. Dans ce contexte, les institutions nationales en Iraq continuent de s'efforcer de relever le défi et d'établir des plans d'urgence pour déminer les zones libérées conformément aux priorités de l'État et de sensibiliser la population afin qu'elle puisse retourner chez elle en toute sécurité. L'Iraq remercie tous les États et toutes les parties qui lui ont apporté leur aide et leur soutien dans ce domaine. Nous

soulignons la nécessité impérieuse pour la communauté internationale de continuer à fournir un appui et une assistance aux institutions nationales irakiennes afin d'éliminer ces armes mortelles qui touchent les personnes, l'économie et l'environnement.

En complément de ses efforts nationaux visant à éliminer les restes explosifs de guerre, l'Iraq, convaincu que les objectifs humanitaires des conventions sur les armes classiques constituent un complément important au droit international humanitaire, présidera la onzième Assemblée des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions, qui se tiendra au siège de l'ONU à Genève du 11 au 14 septembre 2023. La délégation iraquienne fera tout son possible pour diriger les travaux de la session conformément au Plan d'action de Lausanne, et nous nous attacherons à promouvoir l'universalité de la Convention sur les armes à sous-munitions. Toujours dans ce contexte, l'Iraq a organisé un événement en marge de la session actuelle de la Première Commission pour promouvoir l'universalité de la Convention et nous espérons qu'il y aura une collaboration substantielle et constructive avec tous les États, les organisations internationales et les organisations de la société civile en vue de mettre en œuvre les dispositions de la Convention et les objectifs qui y sont énoncés.

M. Tiahoun (Burkina Faso) : Ma délégation souscrit aux déclarations faites par le représentant de la République fédérale du Nigéria et la représentante de la République d'Indonésie, respectivement au nom du Groupe des États d'Afrique et du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/77/PV.16). Je voudrais faire quelques remarques à titre national.

La prolifération, la circulation et le trafic illicite des armes légères et de petit calibre continuent d'être une menace pour la paix et la sécurité dans diverses régions du monde, dont l'Afrique. Le trafic illicite des armes, deuxième après celui de la drogue, constitue une réelle menace pour la paix et la stabilité de tous les États, voire même pour la survie de certains. Ce commerce illicite fragilise les équilibres régionaux, renforce la corruption et alimente les réseaux de criminalité transnationale organisée et de terrorisme, portant ainsi préjudice aux multiples efforts de développement de nos États.

Mon pays, le Burkina Faso, qui connaît depuis plus de six ans une crise sécuritaire sans précédent, avec de nombreuses pertes en vies humaines, est victime de la circulation de ces armes dans la région du Sahel.

Sur le plan juridique, le Burkina Faso est partie aux instruments universels pertinents, tels que le Traité sur le commerce des armes, la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes et le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Il est également partie à la majorité des accords internationaux sur la lutte contre le terrorisme.

En outre, conscient que la préservation de la paix doit être un impératif absolu pour tous les États, le Burkina Faso a mis en place un cadre juridique et institutionnel robuste illustré par l'adoption de la loi n° 0142019/AN du 30 avril 2019 portant internalisation du Traité sur le commerce des armes et la mise en place de la Commission nationale de contrôle des armes. L'engagement du Burkina Faso se traduit également par l'adoption de la loi n° 030-2021/AN du 18 mai 2021 portant régime général des armes, de leurs pièces, éléments, munitions et autres matériels connexes au Burkina Faso qui vient renforcer et compléter le dispositif juridique.

Outre les armes classiques, les engins explosifs improvisés sont de plus en plus utilisés par les groupes terroristes. Ces engins explosifs improvisés affectent plusieurs pays. C'est pourquoi mon pays attache une importance à l'examen de cette thématique dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques.

En ce qui concerne les mines antipersonnel, de nombreuses et diverses conséquences découlent de leur utilisation. Mon pays, à l'instar de nombreuses délégations, en appelle à une adhésion universelle à la Convention d'Ottawa et prie tous les États ainsi que toutes les institutions concernées à mutualiser leurs efforts en vue d'apporter une assistance aux pays affectés par ces engins.

La lutte contre le trafic des armes légères et de petit calibre devrait engager toute la communauté internationale à travers une forte volonté de régulation du commerce de ces armes. C'est pourquoi ma délégation salue les conclusions de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et ses résultats. Elle se félicite de sa décision d'établir un programme permanent de formation spécialisée sur les armes légères et de petit calibre afin de renforcer les connaissances techniques et l'expertise dans les domaines

liés à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, en particulier dans les pays en développement.

Le Président assume la présidence.

Le Burkina Faso est conscient des dégâts et conséquences de la non-maîtrise de la circulation des armes classiques. C'est ce qui justifie tout son engagement pour faire changer les choses et améliorer la circulation des armes entre les États et les structures autorisées. Tout en soulignant la nécessité de promouvoir l'utilisation légitime et responsable de ces armes, je voudrais réaffirmer l'engagement du Burkina Faso à œuvrer, de concert avec la communauté internationale à l'avènement d'un monde exempt de périls liés aux armements classiques de tout type.

M^{me} Dias Paranavitana (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Nous nous associons à la déclaration faite par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/77/PV.16). Nous souhaitons faire les observations suivantes à titre national.

Aujourd'hui, le monde est menacé par de multiples crises, qui ont des répercussions sociales, économiques et humanitaires sur la sécurité au sens large. Dans une grande majorité de conflits, la fabrication et la circulation illicites d'armes légères et de petit calibre continuent de jouer un rôle de premier plan dans la perpétuation et l'exacerbation de ces conflits. À cet égard, Sri Lanka souhaite réaffirmer la nécessité de la mise en œuvre équilibrée et intégrale du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. À ce stade, nous souhaitons souligner la nécessité d'une mise en œuvre intégrale et effective du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, qui fournit un cadre pour le traçage des armes et constitue un outil essentiel pour la mise en œuvre du Programme d'action.

Nous nous félicitons du consensus obtenu lors de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action, qui s'est tenue en juillet de cette année. Nous saluons toute mesure visant à renforcer la coordination avec les interlocuteurs nationaux pour la mise en œuvre du Programme d'action. Nous soulignons également la nécessité de renforcer les capacités nationales en matière de marquage, d'identification et de traçage des armes, ce qui peut faciliter les efforts déployés par les organismes régionaux et internationaux pour améliorer les mesures permettant de détecter les trafics transfrontières,

renforcer les initiatives concertées visant à réglementer le commerce international et assurer un contrôle efficace des armes légères et de petit calibre illicites. Dans ce contexte, Sri Lanka soutient la proposition d'établir un groupe technique à composition non limitée qui se concentrerait sur la coopération internationale et la pleine mise en œuvre de l'Instrument international de traçage et du Programme d'action, en mettant l'accent sur les récentes évolutions technologiques dans la fabrication et la conception d'armes légères et de petit calibre, les armes modulaires et en polymère et l'impression 3D.

Sri Lanka reconnaît également la nécessité de combler les lacunes mondiales en matière de gestion portant sur toute la durée du cycle de vie et de fournir aux États le soutien et le renforcement des capacités nécessaires pour permettre une action mondiale efficace afin de relever ces défis. Nous nous félicitons des travaux du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques à cet égard.

Sri Lanka est attaché au cadre de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), dont il est devenu un État partie en 2004 et dont il est partie aux protocoles, à l'exception du protocole V. Nous reconnaissons la structure inédite de la CCAC et la souplesse qu'elle offre, ce qui lui permet de s'adapter à l'évolution de la sophistication des technologies des armes classiques et à la nature changeante des conflits. Nous attendons avec intérêt la sixième Conférence d'examen, prévue dans le courant de l'année, qui sera l'occasion de faire le point sur l'application de la Convention et de contribuer à son développement.

Ma délégation souhaite également souligner les effets de l'évolution rapide des nouvelles technologies, notamment en ce qui concerne le cyberspace et l'intelligence artificielle. Nous prenons note des défis sans précédent posés par la technologie, tels que l'autonomie croissante des systèmes d'armes, et soulignons la nécessité de prendre des mesures urgentes en faveur de réglementations et de limitations convenues au niveau international.

Sri Lanka est devenue partie à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction en 2017. Le 24 août 2021, Sri Lanka a détruit son dernier stock de 11 840 mines terrestres, près d'un an avant la date limite fixée par la Convention. Sri Lanka a également rejoint le Comité sur l'application de l'article 5 pour la période 2021 et 2022, et travaillera aux côtés d'autres

pays au sein du Comité pour soutenir les États parties dans leurs efforts de mise en œuvre.

Nous espérons que la vingtième Assemblée des États parties aboutira à des résultats tangibles pour renforcer l'architecture de la Convention en en promouvant le respect universel, favoriser un dialogue constructif avec les zones polluées par les mines, renforcer la coopération internationale pour satisfaire aux obligations découlant de la Convention et assurer le respect de ses dispositions, mettre au point des méthodes de déminage ou de destruction des mines et étudier d'autres options, et promouvoir des cadres réglementaires pour garantir les droits des victimes des mines.

Enfin, ma délégation souhaite souligner que Sri Lanka réaffirme le droit souverain des États d'acquiescer, de fabriquer, d'exporter, d'importer et de posséder des armes classiques et leurs composants, y compris les munitions, à des fins de sécurité nationale. Le problème inhérent aux armes classiques n'est pas le commerce régulier, mais le flux illicite d'armes classiques vers des acteurs non étatiques, en particulier des groupes terroristes et des milices, qui continuent à causer beaucoup de dégâts et de dévastation dans les conflits à travers le monde. C'est pour endiguer et stopper ce commerce illicite que nous devons travailler ensemble de manière concertée, en tant que communauté de nations.

M. Baumann (Suisse) : Comme plusieurs récents événements viennent le souligner, les populations civiles sont les premières victimes des conflits armés et de l'emploi des armes classiques. À ce sujet, la Suisse est profondément préoccupée par les allégations nombreuses et crédibles, selon lesquelles des armes à sous-munitions et des mines anti-personnel ont été utilisées en Ukraine, essentiellement par les forces russes. En accord avec les déclarations d'Oslo et de Lausanne, la Suisse condamne toute utilisation de mines anti-personnel et d'armes à sous-munitions. Par ailleurs, la violence armée provoque souvent des crises humanitaires et sape les efforts de promotion de la paix, tout en compromettant la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La Suisse poursuivra son engagement pour relever ces défis et en faveur d'un strict respect du droit international humanitaire. Dans un environnement sécuritaire international fortement détérioré, il est d'autant plus important de mettre en avant les réussites que nos efforts ont permis d'atteindre dans le domaine des armes classiques et d'assurer la pleine mise en œuvre des instruments existants. Je souhaiterais souligner trois points qui méritent une attention particulière.

Premièrement, s'attaquer aux conséquences humanitaires de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées est une priorité pour la Suisse. Les conflits armés récents comme actuels démontrent une fois de plus les dégâts et souffrances que l'utilisation de ces armes engendre, et l'impérieuse nécessité d'améliorer la protection des civils dans les conflits armés en milieu urbain. Ceci requiert notamment une meilleure mise en œuvre du droit international humanitaire. Nous remercions en particulier l'Irlande d'avoir dirigé les travaux pour l'élaboration d'une déclaration politique à ce sujet. La Suisse va adopter cette déclaration le 18 novembre prochain à Dublin et appelle tous les États à faire de même.

Deuxièmement, nous saluons le retour du consensus lors de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Il démontre la volonté des États de faire avancer conjointement les discussions. Ceci est d'autant plus nécessaire compte tenu des défis à relever dans la mise en œuvre à la fois du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage. En particulier, nous nous félicitons des engagements pris par les États afin de renforcer les capacités nationales de manière durable ou d'explorer des options pour améliorer la coopération et l'assistance internationales. Les engagements pris cet été nous donnent une direction claire et prometteuse en vue de la quatrième Conférence d'examen en 2024. En ce qui concerne la gestion des munitions classiques, la Suisse accorde depuis longtemps une grande attention à cette thématique et œuvre pour son ancrage à l'agenda international. Ainsi, nous saluons le fait que le groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques a commencé ses travaux cette année. La Suisse poursuivra sa contribution active à ce processus important, y compris en vue de renforcer la coopération et l'assistance internationales.

Troisièmement, la lutte commune contre le transfert des armes classiques à des destinataires finaux non souhaités est un thème central du Traité sur le commerce des armes. Nous saluons le fait que cette année, la présidence a mis un accent particulier sur les vérifications menées sur place auprès des destinataires finaux des armes classiques. Ces dernières représentent un instrument utile en vue de garantir que les armes classiques exportées demeurent auprès de leurs destinataires finaux. Depuis la mise en œuvre des vérifications menées sur place en 2013,

la Suisse a effectué environ 50 vérifications et a pu en tirer un bilan très positif.

En tout dernier lieu, nous devons également relever les défis posés par certains nouveaux systèmes d'armes et l'importance du travail que la Convention sur certaines armes classiques devrait réaliser concernant les systèmes d'armes autonomes. À ce sujet, l'approche selon laquelle les systèmes d'armes autonomes ne pouvant respecter le droit international humanitaire ne devraient être ni développés ni employés et que les autres systèmes d'armes autonomes quant à eux devraient faire l'objet d'un encadrement pour garantir une utilisation et des effets respectant en tout temps le droit international humanitaire nous semble particulièrement porteuse, et nous espérons qu'il sera possible de rapidement capitaliser dessus.

M. Miranda de la Peña (Espagne) (*parle en espagnol*) : L'Espagne s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice (voir A/C.1/77/PV.16).

Le contexte de menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales dans lequel nous nous trouvons rend les travaux de la Première Commission plus pertinents que jamais. Depuis février, nous assistons à l'agression injustifiée de la Russie contre l'Ukraine, dont les conséquences se répercutent sur l'ensemble de la planète, menaçant la paix et la sécurité au niveau mondial.

Les conventions sur le désarmement apportent la paix, la sécurité et le développement à des millions de communautés dans le monde. C'est pourquoi l'Espagne est fermement attachée à des instruments tels que la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction et la Convention sur les armes à sous-munitions, dont nous avons l'honneur de faire partie des comités de coordination. La pollution par les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions continue d'entraver le développement de nombreuses communautés. L'Espagne reste déterminée à soutenir les efforts de déminage et à mettre les capacités de ses institutions à la disposition de la communauté internationale au moyen de cours de formation à différents niveaux, en plus des actions de déminage menées par nos forces armées déployées dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. En outre, comme le soulignent le Programme de désarmement du Secrétaire général et la résolution 2117 (2013), le détournement des armes légères et de petit calibre et leur disponibilité peuvent déstabiliser les pays, alimenter les conflits armés et faciliter les violations des droits humains.

À la suite de l'adoption du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects en 2001, les gouvernements ont convenu d'améliorer leurs systèmes nationaux de réglementation de ces armes, la gestion de leurs stocks, leur marquage, la coopération en vue de leur traçage et plus généralement, l'assistance et la coopération régionales et internationales en la matière. Vingt ans plus tard, l'Espagne considère qu'il est essentiel de mettre en œuvre le Programme d'action et d'adopter l'Instrument international de traçage pour mieux faire prendre conscience des effets dévastateurs de la prolifération des armes légères et de petit calibre et prévenir leur trafic au profit des groupes terroristes et d'autres destinataires non autorisés. Nous devons renforcer les capacités dans le domaine du traçage des armes, en promouvant une approche globale en matière d'enquêtes qui permet de démanteler les réseaux d'approvisionnement. À cette fin, il est essentiel de créer des points focaux nationaux pour faciliter la communication et la coordination entre les différentes administrations aux niveaux interne et transnational. L'Espagne contribue au projet de l'Organisation des États américains visant à créer un mécanisme de communication transfrontière et régional sur les transferts licites d'armes à feu, et collabore aussi activement à la mise en œuvre du plan d'action de l'Union européenne sur le trafic d'armes à feu 2020-2025.

Nous avons mis en place un cadre solide pour relever les défis posés par la prolifération des armes légères et de petit calibre en nous appuyant sur des instruments tels que le Traité sur le commerce des armes, qui a organisé cette année la première session du Forum d'échange d'informations sur le détournement, ainsi que le Programme d'action relatif aux armes légères et les Directives techniques internationales sur les munitions. Nous devons continuer à appuyer le renforcement des capacités des États qui disposent de moins de moyens pour qu'ils puissent lutter contre ce fléau avec davantage de garanties.

Le développement rapide de l'intelligence artificielle présente des avantages, mais implique aussi des risques potentiels pour la sécurité et la santé des individus en l'absence d'un cadre réglementaire approprié. En attendant l'évolution des systèmes d'armes létaux autonomes, l'Espagne soutient elle aussi les propositions visant à garantir le respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et à interdire les systèmes d'armes qui opèrent en dehors du contrôle humain, étant entendu que

la Convention sur certaines armes classiques est l'instance appropriée pour faire face aux nouveaux défis posés par les développements technologiques dans le domaine de l'armement.

M^{me} Quintero Correa (Colombie) (*parle en espagnol*) : Les armes classiques, y compris les armes légères et de petit calibre et leurs munitions, continuent de prolonger les conflits. Elles sèment la douleur, la destruction et la mort au quotidien. Elles affectent la vie, l'intégrité et la dignité de milliers de personnes dans le monde. Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions, leur accumulation excessive et leur détournement vers des destinataires non autorisés restent préoccupants et constituent une menace pour la paix, la sécurité, le développement durable et la stabilité dans le monde, en raison de leurs conséquences humanitaires et socioéconomiques et de leurs liens avec la violence, la criminalité organisée, le terrorisme, le trafic de stupéfiants et d'autres crimes, d'où l'importance du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'Instrument international de traçage. Les défis, anciens et nouveaux, sont nombreux. Nous devons les surmonter en intégrant les efforts de mise en œuvre du Programme d'action aux efforts de réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en tirant parti des synergies qui existent entre divers instruments et en promouvant la participation égale, pleine et effective des femmes et le concours et la coopération de la société civile.

La coordination doit être renforcée, notamment en ce qui concerne les contrôles frontaliers et douaniers, la gestion des arsenaux, le marquage, la tenue des registres, le traçage, l'identification des groupes ou personnes liés à ce fléau et l'adoption de mesures pour les contrer. Nous nous félicitons de l'adoption par consensus du document final de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, que nous approuvons pleinement. Nous remercions de leur engagement et de leur dévouement le Président et les membres du Bureau de la Réunion et, en particulier, le Guatemala et la Hongrie, qui ont mené les négociations sur le document final.

Cette année, de concert avec le Japon et l'Afrique du Sud, la Colombie présente le projet de résolution A/C.1/77/L.50, sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, qui vise à maintenir le dialogue, l'action concertée et la coopération

afin de renforcer la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage. Nous remercions toutes les délégations de leur participation constructive à nos consultations sur le projet de résolution et nous les invitons à l'appuyer et à s'en porter coauteurs. Nous rappelons que les munitions sont un aspect inhérent aux armes légères et de petit calibre et, en tant que telles, au problème posé par leur commerce illicite et leur détournement. Nous sommes convaincus de l'importance des travaux du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques. Nous insistons sur le fait que pour être complet et combler les lacunes existantes, le nouveau cadre mondial doit inclure explicitement et clairement les munitions pour armes légères et de petit calibre.

Conscients de l'impact des mines antipersonnel sur la vie des personnes, sur les communautés et sur le développement durable, nous sommes fermement engagés en faveur de l'application intégrale de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. La Colombie a livré à ses communautés 484 municipalités, soit 79 % de son territoire national, débarrassées de mines antipersonnel présumées, tandis que des opérations de déminage humanitaire sont menées dans 99 autres municipalités. Pour la Colombie, le programme d'action globale contre les mines antipersonnel est un élément clef de la construction d'une paix totale, car il revêt un intérêt fondamental pour promouvoir la restitution des terres, le retour individuel ou collectif des populations déplacées sur leurs terres, la protection des populations ethniques et le développement rural. Étant donné que des conflits éclatent dans le monde entier et que les mines et les engins explosifs improvisés sont les armes de prédilection des acteurs armés non étatiques, la Convention, ainsi que son universalisation et son renforcement, sont plus nécessaires et plus d'actualité que jamais. Cette année, dans le cadre de la présidence de la Convention qu'elle a eu l'honneur d'assumer, la Colombie a œuvré en ce sens. De concert avec l'Allemagne et les Pays-Bas, la Colombie a également déposé le projet de résolution A/C.1/77/L.40 sur la mise en œuvre de la Convention, lequel vise à continuer de promouvoir son application effective et son universalisation. Nous invitons tous les États à continuer à apporter leur soutien au projet de résolution annuel et à participer à la vingtième Assemblée des États parties à la Convention, qui se tiendra à Genève du 21 au 25 novembre.

Compte tenu des préoccupations humanitaires, juridiques, sécuritaires, technologiques et éthiques

suscitées par l'avènement de nouvelles applications technologiques telles que les systèmes d'armes autonomes, nous devons approfondir notre compréhension et les discussions multilatérales sur les risques et les défis qu'elles présentent et adopter les mesures réglementaires et de principe qui s'imposent. Les États doivent aller de l'avant et traiter ces questions de manière responsable, dans l'intérêt des générations actuelles et futures. Le droit international nous fournit déjà la base juridique. Il nous incombe de réglementer l'application de ces nouvelles technologies en nous appuyant sur cette base. La Colombie est coauteure de la déclaration conjointe sur les systèmes d'armes létaux autonomes présentée par l'Autriche.

M. Tchalaré (Togo) : Tout d'abord, la délégation togolaise voudrait saluer, Monsieur le Président, la qualité de votre leadership et l'habileté avec laquelle vous dirigez les travaux de la Première Commission et vous réitérer son soutien pour la réussite de votre mission.

Ma délégation s'associe aux déclarations prononcées par le représentant du Nigéria et la représentante de l'Indonésie, respectivement, au nom du Groupe des États d'Afrique et du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/77/PV.16) et souhaiterait exprimer, à titre national, les positions ci-après, en particulier sur la question des armes légères et de petit calibre.

Fidèle à son engagement en faveur de la paix, de la sécurité et du développement durables, mon pays a toujours accordé la priorité à la lutte contre le trafic des armes légères et de petit calibre (ALPC). Ce fléau compromet les efforts de stabilité et de progrès qui sont consentis par nos gouvernements dans nos pays. À cet égard, le Togo se réjouit de l'intérêt accordé à cette question au plan international, notamment par l'Organisation des Nations Unies, d'autant plus que la sous-région ouest-africaine à laquelle il appartient est soumise à une insécurité grandissante qui affecte de plus en plus les États côtiers, dont le mien.

Le Togo réaffirme son attachement au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et à l'Instrument international de traçage, dont la mise en œuvre constante aux niveaux national, régional et mondial contribuera de manière significative à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des ALPC sous tous ses aspects. À cet égard, nous nous réjouissons des efforts qui sont consentis à tous les niveaux, tel que le prévoit la résolution 76/232, qui a obtenu l'approbation des délégations le 24 décembre dernier. Conscient de l'importance de la lutte contre le commerce illicite des

ALPC, le Togo a soumis son rapport cette année, dans lequel figurent les actions et dispositions qu'il a prises dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'action. De plus, mon pays s'est doté d'un plan d'action national avec pour objectifs l'amélioration des connaissances de ces catégories d'armes reposant sur une solide base de données, la consolidation et le développement de la coopération, la coordination et l'échange d'informations entre les parties prenantes aux niveaux national, régional et mondial, ainsi que la mobilisation des citoyens contre les ALPC. En outre, mon pays dispose d'une réglementation exigeante qui encadre notamment les transferts internationaux, la gestion des stocks, le marquage et la conservation des données en ce qui concerne les ALPC. Il faut ajouter les mesures visant à prévenir et à sanctionner, conformément à la législation nationale, les auteurs d'actes de commerce illicite d'ALPC.

La coopération et l'assistance internationales constituent des outils importants dans la lutte contre le commerce illicite des ALPC. Ma délégation se réjouit des initiatives conduites au plan international en vue d'accompagner les pays en développement, en particulier, en ce qui concerne notamment le renforcement des capacités, ainsi que l'amélioration des modalités et procédures de coopération et d'assistance internationales. À cet égard, mon pays se félicite de l'assistance dont il bénéficie de la part du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, basé à Lomé, capitale du Togo. Je voudrais, ici, saluer la bonne collaboration qui existe entre le Centre et les autorités togolaises, notamment à travers le projet dénommé « Assistance technique pour la sécurité physique et la gestion des stocks, le marquage et la destruction des armes légères et de petit calibre et des munitions associées », financé également par le Gouvernement japonais. De même, en 2021, mon pays a bénéficié d'une assistance technique, de la part de l'Équipe consultative pour les questions de gestion des munitions, en matière de gestion sûre et sécurisée des stocks d'armes. Durant la même année, il a également bénéficié de la part des Nations Unies d'une évaluation de référence de la gestion des armes au niveau national.

Je voudrais exprimer à nouveau la satisfaction de mon pays suite à l'adoption consensuelle du document final de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre dudit Programme d'action, et souhaiter la mise en œuvre des recommandations qui y sont contenues. Je reste confiant que les prochaines délibérations sur la question nous permettront d'avancer considérablement afin de surmonter les défis existants.

M. Stepanek (Tchéquie) (*parle en anglais*) : La République tchèque s'associe pleinement à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice (voir A/C.1/77/PV.16).

Nous condamnons une fois de plus avec la plus grande fermeté possible l'agression russe contre l'Ukraine, qui constitue une violation injustifiable de la Charte des Nations Unies et du droit international, notamment du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

En tant que membre du Comité de gestion du Traité sur le commerce des armes, la République tchèque continue de promouvoir le processus visant l'universalisation et la pleine application de cet accord. Nous regrettons que certains grands producteurs d'armes n'aient pas encore adhéré au Traité. Notre objectif commun devrait être de parvenir à une plus grande responsabilité et à une plus grande transparence dans le commerce international des armes. Nous apprécions grandement les résultats de la huitième Conférence des États parties au Traité, qui s'est tenue à Genève en août et à laquelle ont participé de nombreuses organisations internationales et de nombreux autres acteurs concernés. La République tchèque se félicite des discussions menées en ce qui concerne les contrôles après expédition et la coordination après livraison en tant que moyen efficace de contrôle des détournements. S'agissant de l'élaboration des rapports et de l'échange d'informations, nous sommes d'avis que ces activités ne devraient pas entraîner de charge supplémentaire par rapport aux obligations découlant directement du Traité et que, dans le même temps, elles devraient se renforcer mutuellement par la communication d'informations au Registre des armes classiques. Prenant acte de la situation financière alarmante à laquelle le Traité sur le commerce des armes est confrontée, nous appelons tous les États parties à s'acquitter de leurs obligations financières en totalité et dans les délais impartis. Pour soutenir la mise en œuvre du Traité au niveau national, nous restons prêts à contribuer au fonds d'affectation volontaire.

La République tchèque réaffirme son appui aux objectifs énoncés dans la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et la Convention sur les armes à sous-munitions. Mon pays a contribué à la lutte contre les mines, notamment en Afghanistan, en Jordanie, en Iraq, en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et en Ukraine. Nous reconnaissons les progrès accomplis à cet égard. Les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions causent d'immenses souffrances, qui ont été aggravées dans la guerre actuelle menée par la Russie contre l'Ukraine.

Nous appelons la communauté internationale à redoubler d'efforts dans les domaines de l'assistance aux victimes, de la sensibilisation aux risques, de la destruction des stocks de mines, des restes explosifs de guerre et de l'enlèvement des armes à sous-munitions dans les zones de conflit, notamment celles qui représentent actuellement un danger sur le territoire de l'Ukraine.

La République tchèque est fermement attachée à la Convention sur certaines armes classiques (CCAC). Les actions menées à l'échelle internationale doivent continuer à porter sur les conséquences humanitaires des armes et des munitions classiques. C'est pourquoi nous apprécions à leur juste valeur tous les efforts déployés pour promouvoir l'universalisation de la Convention. Il est également important de faire en sorte que la Convention reste en phase avec les nouvelles avancées technologiques. Nous nous félicitons donc de la poursuite des travaux sur la question des systèmes d'armes létaux autonomes. À notre avis, il est indispensable que les Hautes Parties contractantes à la CCAC disposent d'orientations suffisantes sur la façon de s'assurer que toute nouvelle arme, tout nouveau moyen ou toute nouvelle méthode de guerre soit conforme au droit international humanitaire, qui doit rester notre objectif premier en toutes circonstances.

C'est pourquoi nous apprécions vivement la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, qui a été adoptée en juin. Il s'agit là d'une véritable preuve que, malgré le contexte défavorable actuel, les États sont en mesure et désireux d'élaborer une déclaration politique visant à renforcer la protection des civils dans les zones peuplées pendant les conflits et à atténuer les dommages humanitaires résultant de l'emploi d'engins explosifs à large rayon d'impact. De nombreuses personnes dans le monde souffrent chaque année des effets du commerce illicite d'armes à feu. La République tchèque estime qu'il convient de promouvoir une réglementation stricte concernant les armes classiques, y compris les armes légères et de petit calibre ainsi que leurs munitions, pièces et composants. Nous avons mis en place un système efficace de contrôle des exportations d'armes et de biens à double usage et continuons à améliorer nos mécanismes de contrôle et de prévention des détournements, conformément aux normes internationales.

Notre pays s'acquitte pleinement des engagements qu'il a pris sur le plan international dans le domaine de la maîtrise des armements et reste fidèle à la politique de conformité. Nous nous félicitons des résultats du

Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, ainsi que de l'Instrument international de traçage qui impose aux États de veiller au marquage approprié des armes et à la tenue de registres y relatifs. Nous soutenons les recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux sur le courtage en armements et suivons de près les activités du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques, qui a été créé conformément à la résolution 76/233 en vue de définir un ensemble d'engagements politiques devant constituer un nouveau cadre mondial qui remédiera aux lacunes existantes dans la gestion portant sur toute la durée du cycle de vie des munitions, notamment pour ce qui est de la coopération et de l'assistance internationales.

M^{me} Narayanan (Inde) (*parle en anglais*) : Dans un environnement de sécurité mondial de plus en plus troublé, il est important de réaffirmer notre engagement collectif envers les instruments de désarmement et de maîtrise des armements, notamment la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), dont la structure unique en son genre vise à garantir la souplesse nécessaire pour faire face aux éléments nouveaux observés dans les conflits armés et les technologies d'armement. L'Inde est pleinement attachée à la CCAC et aux principes humanitaires qu'elle consacre, et elle est partie aux cinq protocoles de cet accord. Nous sommes convaincus que l'universalisation de la Convention est essentielle à son application intégrale et effective. Mon pays a participé de manière constructive à la sixième Conférence d'examen des Hautes Parties contractantes à la CCAC, qui s'est tenue l'année dernière. Nous espérons que le travail que nous avons effectué pendant l'intersession renforcera encore cet instrument.

L'Inde s'est acquittée des obligations qui lui incombent en vertu du Protocole II modifié, notamment en mettant fin à la production de mines non détectables et en rendant toutes ses mines antipersonnel détectables. Nous sommes convaincus que le Protocole II modifié établit un équilibre entre les préoccupations humanitaires relatives aux mines terrestres et les exigences légitimes en matière de défense, en particulier pour les États ayant de longues frontières. Le Protocole II modifié constitue également un cadre approprié pour traiter la question des engins explosifs improvisés (EEI), qui sont souvent déployés par des acteurs non étatiques, notamment des terroristes et des groupes armés illégaux. Nous nous félicitons de l'adoption de la déclaration sur les EEI lors de la sixième Conférence d'examen de la CCAC. Ayant combattu la menace de l'utilisation d'engins explosifs improvisés

par des acteurs armés non étatiques, l'Inde considère l'atténuation de la menace de ces engins et l'assistance aux victimes comme une priorité majeure, et est prête à partager ses meilleures pratiques avec d'autres États.

Nous faisons partie des principaux fournisseurs de contingents aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et avons apporté notre appui aux efforts internationaux de déminage et de réhabilitation. Ayant été parmi les signataires initiaux du Protocole V, l'Inde est extrêmement consciente des graves problèmes humanitaires causés par les restes explosifs de guerre et est engagée sans réserve dans la coopération et l'assistance en vue de la pleine application de ce protocole. Notre ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées souligne l'importance que nous attachons à l'assistance aux victimes. L'initiative « India for Humanity », lancée dans le cadre des célébrations du 150^e anniversaire de la naissance du mahatma Gandhi, a organisé plusieurs campagnes de pose de prothèses, avec plus de 6 500 prothèses posées au cours des dernières années dans différents pays. Ces prothèses, appelées « prothèse de Jaipur » (ou pied de Jaipur), sont reconnues dans le monde entier pour leur performance, leur sécurité et leur rapport coût-efficacité. Ces campagnes ont récemment été prolongée jusqu'en mars 2023.

L'Inde souligne la nécessité pour tous les États Membres de fournir des efforts dans le domaine du partage des nouvelles technologies qui peuvent être déployées pour l'enlèvement ou la désactivation des restes explosifs de guerre. Nous sommes favorables à la poursuite des discussions sur les systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Nous pensons que le fait d'aborder la question de ces systèmes d'armes dans le cadre de la Convention renforce cette dernière et souligne qu'elle est capable de répondre de manière efficace à l'évolution des nouvelles technologies applicables aux conflits armés au XXI^e siècle. Il est impératif que nous développions une compréhension commune, réfléchie et partagée des concepts avant de prendre des mesures décisives.

L'Inde participe en tant qu'observateur aux réunions de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et se réjouit à la perspective de participer à la vingtième Assemblée des États parties qui se tiendra dans le courant de l'année. Nous accueillons avec satisfaction le document final de consensus de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous

ses aspects, qui reconnaît les effets néfastes du commerce illicite des armes, y compris l'exacerbation du terrorisme, et souligne le rôle des instruments des Nations Unies dans la lutte contre la menace que représente le terrorisme.

Nous nous félicitons que le Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des armes classiques, actuellement présidé par l'Inde, ait adopté cette année un rapport fondé sur le consensus. Nous invitons tous les États Membres de l'ONU à procéder à la notification de leurs transferts internationaux d'armes classiques au Registre, un mécanisme volontaire précieux de transparence et de renforcement de la confiance, qui permet aux pays de notifier leurs transferts internationaux d'armes classiques.

L'Inde participe également aux travaux du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques et souligne la nécessité de lutter contre leur détournement vers les marchés illicites, les groupes armés illégaux, les terroristes, les criminels et d'autres destinataires non autorisés. Nous sommes favorables au perfectionnement, à l'examen et au renforcement des orientations contenues dans les Directives techniques internationales sur les munitions dans ce domaine. En tant que membre de l'Arrangement de Wassenaar, l'Inde reste déterminée à œuvrer au renforcement du dispositif mondial de non-prolifération dans le domaine des armes classiques et des biens et technologies à double usage connexes. À cet égard, nous avons le plaisir d'informer la Commission que notre pays assumera la présidence plénière de l'Arrangement de Wassenaar pour l'année 2023. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec tous les États Membres pour accomplir des progrès notables dans ce domaine.

M^{me} González López (El Salvador) (*parle en espagnol*) : Mon pays est déterminé à combattre les effets de la violence armée et de l'emploi irresponsable d'armes à feu, qui continuent de faire des victimes dans le monde entier, et El Salvador est fermement attaché à la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. C'est pourquoi il a participé activement à la huitième Réunion biennale des États qui s'est tenue en juin. Nous saluons les résultats de cette réunion, car des progrès tangibles ont été réalisés sur le document final. À la lumière de ces résultats importants, nous voudrions souligner les points suivants que nous jugeons pertinents.

Premièrement, nous sommes préoccupés par les prévisions concernant l'utilisation de nouvelles technologies dans la conception et la fabrication d'armes

légères et de petit calibre, y compris celles fabriquées par le secteur privé, ainsi que par les défis que cela représente, notamment en ce qui concerne les dispositions relatives au marquage, à l'enregistrement et au traçage énoncées dans l'Instrument international de traçage. En outre, nous soulignons la nécessité d'intensifier la coopération entre les États afin de renforcer les capacités et l'expertise nationales pour relever efficacement ces défis.

Deuxièmement, nous rappelons les recommandations faites à la quatrième Conférence d'examen du Programme d'action de reprendre les discussions sur la création d'un groupe d'experts techniques à composition non limitée chargé d'examiner les questions importantes concernant les nouvelles technologies dans le domaine des armes légères et de petit calibre.

Troisièmement, nous considérons qu'il est essentiel de mettre en œuvre une approche transversale en matière de genre afin de tenir compte des différentes façons dont le commerce illicite des armes légères et de petit calibre touche les différents groupes de population. Nous soulignons également l'importance de collecter, dans la mesure du possible, des données ventilées par sexe, ainsi que d'autres variables ou paramètres permettant de comprendre des phénomènes spécifiques afin de cibler les politiques publiques, et la nécessité d'une participation pleine, véritable et effective des femmes à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage.

Quatrièmement, nous saluons la mise en place du programme annuel de formation aux armes légères et de petit calibre, qui débutera en 2024 et renforcera précisément ce que nous avons déjà mentionné, notamment les connaissances techniques et l'expérience des agents publics chargés de la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, en particulier pour les pays en développement. À cet égard, nous remercions le Japon, l'Afrique du Sud et surtout la Colombie pour leur travail inlassable à cette fin, et nous nous félicitons de compter parmi les principaux coauteurs du projet de résolution A/C.1/77/L.50, intitulé « Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects ».

Nous voudrions encore une fois exprimer notre souhait de voir la question des munitions prise en compte dans les dispositions du Programme d'action. Comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, les munitions sont un élément nécessaire au fonctionnement des armes. Cet élément central est ce qui rend une arme à feu mortelle, et c'est la raison pour laquelle nous croyons

en la nécessité d'une approche globale pour lutter contre ce fléau.

Nous voudrions mentionner nos partenaires du Programme mondial sur les armes à feu de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, du Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement et du Département de la sécurité publique de l'Organisation des États américains, qui travaillent en coopération avec El Salvador sur les efforts de renforcement des capacités techniques et institutionnelles, l'échange de pratiques exemplaires et l'acquisition de matériel spécialisé pour le marquage, l'enregistrement et le traçage des armes, ainsi que la fourniture d'un soutien pour la saisie et la destruction d'armes et de munitions. Ces activités, associées aux campagnes nationales de prévention et de réduction de la violence, notamment les campagnes de prévention de l'emploi d'armes à feu dans le système éducatif national, sont des actions qui contribuent à freiner le trafic d'armes légères et de petit calibre et à mettre en évidence les dangers de leur prolifération. Nous tenons également à saluer l'énorme travail réalisé par les organisations de la société civile, les milieux universitaires, les groupes de réflexion et d'autres entités, qui nous fournissent d'excellentes contributions et des informations précieuses utiles à nos travaux sur les armes classiques et la sécurité.

M^{me} Cho (République de Corée) (*parle en anglais*) : Comme l'a observé le Secrétaire général dans son programme de désarmement, les conflits armés, en raison de la disponibilité généralisée des armes classiques, sont devenus plus longs, plus complexes, plus perturbateurs et plus difficiles à surmonter. La République de Corée réaffirme son engagement sincère à travailler en étroite collaboration avec la communauté internationale pour relever les défis posés par les armes classiques. Le Traité sur le commerce des armes vise à établir les normes communes les plus élevées possibles pour le commerce des armes classiques en vue de réduire les souffrances humaines et la violence à l'égard des femmes et des enfants. Le Traité a constitué une étape importante dans la promotion d'un commerce légal des armes dûment réglementé, tout en empêchant leur commerce illicite et leur détournement. En tant que fervente partisane du Traité sur le commerce des armes, la République de Corée a participé activement aux travaux concernant cet instrument et a récemment assumé la présidence de la neuvième Conférence des États parties. En outre, dans le cadre de ses efforts pour renforcer l'application

et l'universalisation du Traité, la République de Corée a également apporté des contributions financières au fonds de contributions volontaires et à son programme de parrainage afin d'appuyer les États dans leur application effective de cet accord.

Nous nous félicitons de l'examen, lors de la huitième Conférence des États parties au Traité, du document de travail soumis par le Président au sujet des contrôles après expédition, qui pourrait contribuer à prévenir le détournement, et nous espérons participer à d'autres discussions dans le cadre du Traité. La République de Corée accueille également avec satisfaction les progrès réalisés sur le guide de base volontaire visant à mettre en place un système national de contrôle en aidant les États parties et espère poursuivre ce travail. Nous nous félicitons également de la tenue de la réunion d'ouverture du Forum d'échange d'informations sur le détournement, qui nous permettra de partager des informations pertinentes contribuant à prévenir d'éventuels détournements. Ma délégation voudrait par ailleurs profiter de cette occasion pour appeler l'attention des États Membres sur le projet de résolution A/C.1/77/L.39 relatif au Traité sur le commerce des armes, que mon pays a l'honneur de déposer en sa qualité de Président en exercice de la neuvième Conférence des États parties. Nous espérons que les États Membres soutiendront largement ce projet de résolution.

Nous reconnaissons que le commerce illicite des armes légères et de petit calibre est lié à d'autres domaines, notamment la paix et la sécurité internationales, le terrorisme, la criminalité nationale et transnationale organisée, la drogue, les droits des femmes et des enfants et le développement socioéconomique. Nous tenons à réaffirmer notre engagement en faveur du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'Instrument international de traçage. Nous saluons le document final adopté par consensus lors de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action, qui s'est tenue en juin.

La République de Corée reste attachée au cadre de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), qui établit un équilibre entre les préoccupations de sécurité et les considérations humanitaires des États parties. La question des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes a assurément été l'un des centres d'intérêt de nos discussions dans le cadre de la CCAC au cours des dernières années. Nous nous félicitons des progrès accomplis cette année par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies

émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes après l'adoption de son rapport de la session de 2022, et nous espérons poursuivre nos efforts dans le cadre du processus du Groupe jusqu'à ce qu'un consensus soit atteint sur les cadres normatifs et opérationnels relatifs aux technologies émergentes concernant ces systèmes d'armes.

Par ailleurs, nous partageons les préoccupations relatives aux effets dévastateurs de l'emploi d'armes explosives dans les zones peuplées et attendons avec intérêt la conférence de haut niveau qui se tiendra à Dublin le 18 novembre, au cours de laquelle nous approuverons la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. Nous souscrivons aux objectifs et aux buts inscrits dans la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, bien que nous n'y ayons pas encore adhéré, étant donné les conditions de sécurité particulières qui sont les nôtres sur la péninsule coréenne. Dans ce sens, la République de Corée réaffirme qu'en sa qualité d'État partie au Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, elle s'est pleinement conformée aux obligations et aux normes pertinentes découlant de cet instrument. Nous participons également aux efforts de coopération internationale visant à soutenir les personnes touchées par les mines terrestres par le biais de canaux multilatéraux, notamment le fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à la lutte antimines et l'organisation International Trust Fund for Enhancing Human Security, ainsi que par des programmes bilatéraux de renforcement des capacités visant à aider les populations et les communautés touchées par les mines. Nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec la communauté internationale dans ce domaine.

M. Yakut (Türkiye) (*parle en anglais*) : Les flux incontrôlés d'armes classiques continuent d'alimenter les conflits armés, le terrorisme et la criminalité organisée, tout en portant atteinte à la stabilité et aux efforts de développement dans de nombreuses régions du monde. Compte tenu de l'énorme coût humanitaire qu'elle entraîne, la prolifération des armes légères et de petit calibre ne mérite pas moins d'attention que les dangers posés par les armes de destruction massive. La Türkiye est particulièrement préoccupée par le lien qui existe entre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et le terrorisme et la criminalité organisée. C'est pourquoi nous restons déterminés à promouvoir la coopération internationale pour combattre et éliminer le

commerce illicite des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions.

Dans ce contexte, la Türkiye soutient fermement la mise en œuvre solide, efficace et complète du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Nous nous félicitons des résultats fructueux obtenus par consensus aux septième et huitième Réunions biennales des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action relatif aux armes légères. Dans la perspective de la quatrième Conférence d'examen du Programme d'action, nous nous réjouissons de poursuivre notre travail pour appuyer la coopération internationale et l'aide au renforcement des capacités, ainsi que pour relever les défis posés par l'évolution récente de la fabrication des armes légères et de petit calibre et de la technologie employée dans leur conception. Je voudrais également souligner notre soutien au renforcement de l'Instrument international de traçage.

Nous estimons que le Traité sur le commerce des armes représente également une contribution importante à la réglementation du commerce international des armes classiques. L'échange d'informations et la transparence en matière d'armement constituent une mesure de confiance essentielle et l'un des meilleurs moyens de prévenir les détournements. La Türkiye a présenté des rapports annuels sur ses transferts d'armes classiques majeures et d'armes légères et de petit calibre au Registre des armes classiques. Nous encourageons tous les États, en particulier les États parties au Traité sur le commerce des armes, à rendre leurs rapports annuels accessibles au public. Il est clair que nous ne pouvons pas séparer le risque de prolifération des armes classiques de la sûreté et de la sécurité de leurs munitions. La Türkiye se félicite des travaux en cours du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques et espère qu'ils seront couronnés de succès. Dans le cadre des engagements pris au titre des régimes de contrôle des exportations, mon pays met en œuvre avec diligence un solide mécanisme de contrôle des exportations, notamment par le biais de l'Arrangement de Wassenaar.

La Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, qui a célébré cette année son vingt-cinquième anniversaire, continue de jouer un rôle essentiel pour mettre fin aux souffrances et aux pertes humaines causées par les mines antipersonnel. Nous prenons au sérieux les engagements que nous avons pris au titre de la Convention et appelons à son

universalisation. En outre, la Convention sur certaines armes classiques est un élément indispensable du droit international relatif aux armes classiques frappant aveuglément et sans discrimination. La Türkiye applique pleinement la Convention et les Protocoles y annexés, auxquels elle est partie, et encourage l'adhésion à ce régime international fondamental.

Par ailleurs, la question des engins explosifs improvisés (EEI) et celle des systèmes d'armes létaux autonomes restent importantes. La Türkiye est préoccupée par l'incidence croissante des attaques commises à l'aide d'EEI dans le monde, en particulier dans le cadre d'actes terroristes. Nous sommes convaincus que l'ONU a un rôle important à jouer dans la lutte contre les menaces liées aux EEI. Enfin, nous sommes également d'avis que la mise au point et l'utilisation de systèmes d'armes autonomes qui échappent véritablement au contrôle humain ne sont pas souhaitables et violent le droit international humanitaire. L'être humain, en tant que concepteur et opérateur, doit être impliqué dans le processus de prise de décisions et porter la responsabilité ultime lorsqu'il s'agit de décisions de vie ou de mort.

Mme Estrada Girón (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Les armes légères et de petit calibre, leur prolifération et leur trafic causent chaque année la mort de centaines de personnes dans le monde, alimentent les conflits et exacerbent la violence. La production de ces armes et de leurs munitions continue d'augmenter et leur détournement vers le marché illicite demeure un problème de plus en plus complexe. Le détournement des armes contribue au trafic de drogue et à la criminalité organisée, ce qui porte atteinte à la protection des personnes et fait obstacle à la création d'un environnement propice à la promotion du développement humain, économique et durable. Dans ce contexte, le Guatemala estime que le Traité sur le commerce des armes constitue une étape importante dans la réglementation du commerce international des armes classiques. Nous avons accueilli favorablement son adoption il y a huit ans, convaincus qu'il aurait un effet important sur la sécurité de notre population. N'oublions pas que l'objectif premier du Traité est de sauver des vies humaines en réglementant efficacement les armes et en empêchant leur détournement. Nous exprimons une nouvelle fois notre conviction selon laquelle le succès du Traité sur le commerce des armes dépend de la bonne foi des États, notamment des États producteurs, exportateurs et importateurs, dans la mise en œuvre effective de chacune de ses dispositions. Nous insistons sur le fait que les obligations incombant

aux États parties à ce traité vont au-delà des simples contributions financières.

En ce qui concerne les résultats de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'Instrument international de traçage, ma délégation se félicite du document final adopté par consensus. Bien qu'il reste des sujets à prendre en compte, comme les munitions, le renforcement des références au Programme de développement durable à l'horizon 2030, le programme relatif aux femmes et la paix et la sécurité, et les synergies avec d'autres instruments régionaux et internationaux, entre autres, nous pensons que le document final constitue une bonne base pour les discussions de nos pays lors de la prochaine conférence d'examen du Programme d'action.

Nous considérons comme positif le lancement d'un programme de bourses de formation visant à renforcer les connaissances techniques et les capacités des pays, en particulier des pays en développement, dans les domaines liés aux armes légères et de petit calibre. Nous remercions les délégations colombienne, japonaise et sud-africaine des efforts qu'elles ont déployés et d'avoir inclus ce libellé dans le projet de résolution A/C.1/77/L.50, sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects. Nous voudrions souligner en particulier le travail accompli par la Colombie. Nous portons également un intérêt particulier au groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques, ainsi qu'à la nécessité d'adopter une approche globale de la gestion du cycle de vie des munitions classiques qui tienne compte de l'interdépendance entre les mesures visant à prévenir les explosions et celles destinées à empêcher le détournement des munitions classiques. À cet égard, nous pensons qu'il est essentiel de prendre en compte les besoins et la situation de chaque pays et de chaque région dans l'élaboration du document final afin de mettre en place un cadre d'engagements politiques efficace et efficient. Le Guatemala souligne en particulier la nécessité d'intégrer explicitement la question des munitions des armes légères et de petit calibre.

Nous rappelons aussi l'importance de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, également connue sous le nom de Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, et appelons tous les États non signataires à la signer et à la ratifier.

En outre, le Guatemala condamne fermement l'emploi d'armes à sous-munitions, par tout acteur et quelles que soient les circonstances, qui constitue une violation des principes consacrés par le droit international et le droit international humanitaire.

Nous tenons à exprimer notre inquiétude face à l'utilisation d'armes explosives dans les zones densément peuplées. Comme le montrent les événements récents, les conséquences de leur utilisation sont dévastatrices et leurs effets délétères sont souvent aveugles. Nous condamnons l'emploi de toute arme frappant aveuglément et sans discrimination, car il constitue une violation du droit international humanitaire. Les progrès scientifiques et commerciaux dans le domaine de l'intelligence artificielle et l'utilisation de la technologie pour la mise au point de nouvelles armes doivent donc être interdits au moyen d'un instrument juridiquement contraignant. Les robots dits « tueurs » ou les armes létales autonomes représentent un grave danger pour l'humanité, s'ils ne sont pas contrôlés par un être humain.

Pour terminer, il convient de relever que la situation actuelle pose des défis importants dans le cadre de nos efforts pour assurer la paix et la sécurité internationales. En raison des souffrances persistantes et des pertes constantes en vies humaines causées par l'emploi d'armes classiques, le Guatemala continuera à participer activement et résolument à ces délibérations.

M^{me} Nagai (Japon) (*parle en anglais*) : Comme nous ne le savons que trop bien, le monde a été témoin d'un grand nombre d'attaques militaires et d'incidents violents au cours des 12 derniers mois, qui ont entraîné la mort de nombreux civils, des déplacements massifs et la séparation de familles. Les armes classiques utilisées dans les guerres sont à l'origine de ces tragédies. Je voudrais donc souligner l'importance des mesures efficaces de maîtrise, de désarmement et de non-prolifération des armes classiques et réaffirmer la nécessité pressante d'universaliser les traités qui s'y rapportent.

À cet égard, le Japon félicite vivement les Philippines et le Gabon pour leur adhésion au Traité sur le commerce des armes, ainsi que le Malawi pour son adhésion à la Convention sur certaines armes classiques (CCAC). Nous saisissons cette occasion pour encourager tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à adhérer aux instruments juridiques relatifs à la maîtrise et au désarmement des armes classiques, et à les mettre en œuvre.

C'est également avec ce sentiment d'urgence que mon pays, en tant que président du Comité sur le renforcement de la coopération et de l'assistance de l'Assemblée des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, également connue sous le nom de Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, promeut la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre les mines. Nous soutenons également, au niveau national, la lutte contre les mines, les armes à sous-munitions et les munitions non explosées, ainsi que la collecte et l'élimination des armes légères et de petit calibre dans le monde entier. En 2021, notre contribution dans ces domaines a dépassé 41 millions de dollars.

Cette année, le Japon, aux côtés de la Colombie et de l'Afrique du Sud, a de nouveau soumis à la Première Commission un projet de résolution sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects (A/C.1/77/L.50), qui fait fond sur les résultats positifs de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui s'est tenue cette année. Nous espérons que l'adoption par consensus de ce projet de résolution démontrera notre détermination à joindre nos efforts pour nous attaquer à ce problème.

Nous attachons une grande importance à la CCAC en tant que cadre réglementaire multilatéral pour les armes classiques et le droit international humanitaire et nous nous félicitons des résultats de sa sixième conférence d'examen en décembre, ainsi que de l'adoption de la Déclaration sur les engins explosifs improvisés lors de la vingt-troisième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié de la CCAC, que nous avons eu l'honneur de présider. Nous soutenons le projet de résolution sur les engins explosifs improvisés, déposé par la France et l'Australie (A/C.1/77/L.41).

Le Japon salue les résultats satisfaisants obtenus par le Groupe d'experts gouvernementaux lors des discussions sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes au cours des dernières années, qui sont l'une des questions les plus importantes dans le cadre de la CCAC. Malgré le caractère sensible et complexe de cette question, les délibérations intensives menées lors des réunions du Groupe d'experts gouvernementaux ont largement contribué à jeter les bases d'une compréhension commune. Nous estimons qu'il est dans l'intérêt des Hautes Parties contractantes

de poursuivre progressivement le débat sur les systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre de la CCAC. Mon pays se félicite également des nombreuses propositions soumises au Groupe d'experts gouvernementaux cette année afin de faire avancer ce débat. Nous continuerons à contribuer activement à l'élaboration de règles internationales à cet égard.

Par ailleurs, nous soutenons la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées et attendons avec intérêt l'adoption d'une déclaration finale à Dublin en novembre.

Pour terminer, nous estimons qu'il est impératif que tous les États Membres fassent front commun pour relever les graves défis auxquels nous sommes tous confrontés. Le Japon reste déterminé à continuer d'apporter sa contribution et est prêt à travailler avec les autres États Membres, les organisations internationales et la société civile pour faire des progrès.

Une version complète de la présente déclaration sera disponible en ligne.

M. Alhashim (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que les autres membres du Bureau, de votre conduite efficace des travaux de la Première Commission à la présente session.

Ma délégation s'associe à la déclaration faite par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés, et à celle faite par le représentant de l'Iraq, pays frère, au nom du Groupe des États arabes (voir A/C.1/77/PV.16).

En ce qui concerne les armes classiques, nous tenons à réaffirmer notre position ferme en faveur de la lutte contre le trafic d'armes légères et de petit calibre. Cette position reflète notre engagement à assurer la paix et la stabilité dans le monde et à éviter les conséquences de la prolifération de ces armes sur les plans humanitaire, social et économique, sans porter atteinte au droit souverain des États de posséder, d'exporter et d'importer des armes classiques afin d'assurer leur sécurité et leur intégrité territoriale.

Dans ce contexte, le Koweït réaffirme son engagement en faveur de la nécessité de mettre intégralement en œuvre le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Cet instrument

international fondé sur le consensus vise à renforcer la confiance et la coopération entre les États afin de mettre un terme à ce commerce illicite, compte tenu notamment du risque que ces armes tombent entre les mains d'acteurs non étatiques et soient utilisées pour commettre des actes terroristes.

Dans cette perspective, les autorités koweïtiennes ont saisi les armes sans licence et ont mis en place des programmes de sensibilisation sur le danger que représentent ces armes, leur capacité de déstabilisation et leur rôle dans la propagation de la criminalité.

Le Koweït se félicite de l'entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes et appelle à son application par tous les États de manière équilibrée, conformément aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies et dans le respect du droit légitime de tous les États à la légitime défense, tout en tenant compte de la nécessité d'établir un équilibre des responsabilités entre les États exportateurs et les États importateurs. Cela vaut particulièrement pour ce qui concerne le déséquilibre entre la production et le commerce d'armes classiques entre les États industrialisés et les États en développement.

Les progrès technologiques et techniques sont une arme à double tranchant. Ils ont facilité la possibilité de fabriquer de telles armes, en particulier pour les acteurs et les groupes non étatiques. Il existe cependant des moyens de faire face à ces dangers. Les États devraient promouvoir la coopération en partageant des informations et des compétences, notamment en ce qui concerne la sécurité des frontières terrestres et maritimes, afin de s'assurer que ces armes ne tombent pas entre les mains de groupes terroristes. Cela pourrait également passer par une coopération entre toutes les parties concernées et les organes compétents de l'ONU s'agissant de l'application des conventions et de la mise en œuvre des engagements pertinents.

Le Koweït, comme de nombreux autres pays dans le monde, a traversé une période très difficile à cause des mines terrestres qui ont subsisté après que ses territoires ont été libérés de l'occupation iraquienne il y a plus de 30 ans. Les mines terrestres ont des conséquences humanitaires, car elles continuent, avec les restes explosifs de guerre, à faire des morts parmi les civils et à accroître les souffrances des populations du monde entier, même des années après la fin des guerres. C'est pourquoi nous réaffirmons la nécessité de veiller à ce que tous les États se conforment à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. Il convient

de procéder à un échange d'expertise et de fournir une assistance technique et financière pour le déminage et la réhabilitation des zones touchées.

Pour terminer, nous attachons beaucoup de valeur à ces séances importantes et espérons que la présente session de la Première Commission soulignera la nécessité d'un dialogue permanent et de discussions constructives, suivis d'actions tangibles conformes aux textes convenus afin de contribuer à la sécurité et à la stabilité du monde entier.

M. Padilla (Cuba) (*parle en espagnol*) : Nous nous associons à la déclaration faite par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés (A/C.1/77/PV.16).

Nous réaffirmons notre attachement à la Convention sur certaines armes classiques et à ses protocoles annexes, auxquels nous sommes parties. Nous appuyons le droit légitime des États de fabriquer, d'importer et de stocker des armes classiques afin de répondre à leurs besoins légitimes en matière de sécurité et de défense, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

Le recours à deux poids, deux mesures persiste dans le domaine du désarmement. Tout en continuant à transférer des armes classiques à des acteurs non étatiques non autorisés et à les détourner vers le marché illicite, certains producteurs cherchent également à empêcher les pays en développement d'acquérir et d'utiliser ces armes à des fins de légitime défense. Pendant ce temps, des armes classiques de plus en plus stratégiques, sophistiquées et meurtrières continuent d'être mises au point, tandis que le déséquilibre entre la production, la possession et le commerce de ces armes s'accroît.

Nous réaffirmons notre engagement à mettre en œuvre le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui constitue la norme internationale dans ce domaine. Cet outil a été adopté par consensus, de même que les documents issus des conférences d'examen correspondantes. Nous soutenons la mise en place d'un programme de bourses de formation sur les armes légères et de petit calibre, en particulier pour les pays en développement. Nous espérons que ce programme contribuera au renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Programme d'action.

Cuba souligne la pleine validité l'Instrument international de traçage pour permettre aux États d'identifier et de tracer de manière fiable les armes légères

et de petit calibre illicites. Il est urgent de mettre fin aux transferts illégaux et aux détournements d'armes légères et de petit calibre au profit d'acteurs non étatiques non autorisés, qui constituent la principale source de commerce illicite. Il faut s'attaquer aux causes socioéconomiques de ce fléau, notamment par la coopération et l'assistance aux États qui en font la demande.

Nous réaffirmons que Cuba ne peut soutenir le Traité sur le commerce des armes, car il définit des paramètres facilement manipulables en ce qui concerne l'approbation ou le refus de transferts d'armes vers les États Membres.

Nous plaidons en faveur de l'interdiction, le plus rapidement possible, des armes létales autonomes. En outre, une réglementation est nécessaire pour l'utilisation d'armes partiellement autonomes, en particulier les drones militaires de combat.

Les dépenses militaires mondiales continuent de croître à un rythme vertigineux et inquiétant. Elles dépassent pour la première fois le chiffre alarmant de 2000 milliards de dollars. Alors que des millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté et souffrent d'une faim aiguë, les principaux producteurs d'armes classiques s'enrichissent de manière excessive. Nous pourrions faire beaucoup plus si ces ressources étaient allouées à la santé, à l'éducation et au développement durable dans nos pays, comme l'a souvent dit le commandant en chef Fidel Castro Ruz. Au lieu d'investir autant dans la mise au point d'armes de plus en plus sophistiquées, ceux qui en ont les moyens devraient promouvoir la recherche médicale et mettre les fruits de la science au service de l'humanité, en créant des instruments non pas de mort, mais de santé et de vie.

M^{me} Tran (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe aux déclarations faites par les représentants du Cambodge et de l'Indonésie au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et du Mouvement des pays non alignés, respectivement (voir A/C.1/77/PV.16).

Le Viet Nam estime que les progrès en matière de maîtrise des armes classiques font partie intégrante de nos efforts collectifs globaux visant à maintenir la paix et la sécurité internationales et à assurer la défense nationale. Les actions menées en vue de la mise en œuvre de tous les instruments et mécanismes internationaux connexes devraient être conformes aux principes fondamentaux du droit international et aux buts et principes consacrés par

la Charte des Nations Unies, et la responsabilité première doit en incomber aux États.

Il est essentiel que nous abordions les questions liées aux armes classiques avec beaucoup de prudence et de pondération. Tout en mettant l'accent sur les principes d'équilibre, de cohérence, de non-discrimination et de non-politisation lors de l'application des instruments pertinents, nous réaffirmons le droit souverain des États d'acquérir, de fabriquer, d'exporter, d'importer et de posséder des armes classiques et leurs pièces, éléments et munitions pour répondre à leurs besoins en matière de légitime défense et de sécurité.

La gestion des conséquences des mines et des bombes, en particulier dans les situations d'après-conflit, reste une entreprise difficile. Par conséquent, ma délégation continue de soutenir les objectifs humanitaires de la Convention sur les armes à sous-munitions et de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, ainsi que l'action concertée que mène la communauté internationale pour lutter contre l'emploi sans discrimination de ces armes. Durant son mandat au Conseil de sécurité l'année dernière, le Viet Nam a été à l'initiative de l'adoption d'une déclaration du Président du Conseil de sécurité réaffirmant la nécessité de poursuivre les actions de lutte contre les mines dans toutes les régions et prenant acte des efforts internationaux à cet égard (S/PRST/2021/8). Mon pays, qui a été fortement touché par les restes explosifs de guerre, déploie tous les efforts possibles pour s'attaquer aux problèmes liés à ce phénomène afin d'assurer la sécurité des moyens de subsistance et du développement de sa population, notamment en mettant en œuvre son plan national de lutte antimines pour la période 2010-2025. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec nos partenaires internationaux et leur sommes reconnaissants de leur soutien dans la lutte contre les munitions non explosées dans notre pays.

Nous partageons également les préoccupations au sujet des effets néfastes du commerce illicite et du détournement d'armes légères et de petit calibre, qui alimentent les conflits, provoquent l'instabilité socioéconomique, entravent le développement durable et ont des répercussions négatives sur l'environnement international en matière de sécurité. Le Viet Nam appuie donc la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, ainsi que le renforcement de la coopération régionale et

internationale. Ma délégation salue la décision prise par la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action.

Ma délégation est convaincue que la coopération internationale joue un rôle essentiel pour aider les pays en développement à mettre en œuvre leurs obligations et leur politique en matière d'armes classiques. Dans ce processus, la promotion du rôle et de la participation des femmes contribuera de manière importante à la mise en œuvre des responsabilités respectives, ainsi qu'aux perspectives à long terme de paix, de stabilité et de développement dans toutes les régions.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui ont demandé à exercer leur droit de réponse. Je rappelle aux représentantes et représentants que les déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à cinq minutes pour la première intervention et à trois minutes pour la seconde.

Je donne la parole au représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

M. Karczmarz (Union européenne) (*parle en anglais*) : Je me vois obligé de réagir à la déclaration faite par le représentant de la Fédération de Russie dans l'exercice de son droit de réponse à la fin de la séance d'hier (voir A/C.1/77/PV.16).

Il y a trois jours, la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine a présenté son rapport (voir A/77/533) à l'Assemblée générale, qui révèle que des crimes de guerre et des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ont été commis en Ukraine depuis le 24 février. Les forces armées russes sont responsables de la grande majorité des violations constatées.

La Commission a relevé de nombreux cas dans lesquels les forces armées russes ont tiré sur des civils qui tentaient de fuir pour se mettre à l'abri et obtenir de la nourriture ou d'autres produits de première nécessité, faisant des morts et des blessés. Dans les cas attestés, les victimes portaient des vêtements civils, conduisaient des voitures civiles et n'étaient pas armées. Les rapports concernant les exécutions arbitraires, notamment les exécutions sommaires dans les régions de Boutcha, Kyïv, Tchernihiv, Kharkiv et Soumy, les détentions, la torture et autres mauvais traitements, la violence sexuelle et fondée sur le genre, les déplacements forcés illégaux et la déportation d'un nombre important de civils ukrainiens, y compris des enfants, vers des territoires sous contrôle militaire russe et vers la Russie, sont choquants. Dans

sa guerre d'agression contre l'Ukraine, la Russie utilise des mines terrestres antipersonnel et des armes à sous-munitions, ainsi que d'autres armes explosives, telles que des roquettes, des obus d'artillerie et des engins explosifs improvisés, contre les civils.

Les attaques aériennes et les tirs de missiles effectués par la Russie cette semaine et la semaine dernière ont délibérément visé des infrastructures critiques et terrorisé les civils vivant à Kyïv et dans d'autres villes ukrainiennes. À cet égard, l'Union européenne condamne la livraison de drones iraniens à la Russie et leur déploiement meurtrier dans la guerre d'agression russe contre l'Ukraine.

Compte tenu de la gravité de la situation, nous avons décidé hier d'inscrire trois individus et une entité sur la liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives pour atteinte ou menace à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance de l'Ukraine. Nous avons pris cette décision en raison du rôle que les concernés ont joué dans la mise au point et la livraison de drones utilisés par la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine. Cette mesure témoigne de notre détermination à réagir rapidement et de manière décisive aux actions de l'Iran en appui à l'agression russe contre l'Ukraine. L'Union européenne continuera à réagir à toutes les actions de soutien à l'agression russe.

Nous sommes consternés par les découvertes répétées d'atrocités dans les zones libérées et par le nombre effroyable et toujours plus grand de pertes civiles dans tout le pays. Les forces armées russes laissent derrière elles des champs de mines, qui rendent impossible la livraison d'aide humanitaire et mettent en péril la vie d'innocents.

L'Union européenne soutient activement les travaux de la Cour pénale internationale afin que les responsables rendent des comptes. Il ne peut y avoir d'impunité pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les crimes de génocide. La Russie doit répondre de ces violations manifestes du droit international humanitaire, qui font des centaines de victimes civiles chaque semaine.

M. Grigoryan (Arménie) (*parle en anglais*) : Je me vois contraint de prendre la parole pour réagir à la déclaration faite par la délégation azerbaïdjanaise. Comme d'habitude, la délégation que je viens de citer a imposé à la Première Commission d'entendre de nombreuses déclarations fallacieuses, provocatrices et inventées de toutes pièces. Il est évident que l'objectif de cette campagne de désinformation est de cacher à

la communauté internationale le mépris flagrant et les violations persistantes par l'Azerbaïdjan de toutes les normes en vigueur dans le domaine de la maîtrise des armements de type classique. Je voudrais, à cet égard, relever quelques faits.

La situation en matière de sécurité dans notre région continue d'être caractérisée par un accroissement incontrôlé de la puissance militaire de l'Azerbaïdjan, le discours agressif persistant des dirigeants de ce pays, des revendications territoriales ouvertes sur l'Arménie et l'emploi de la force contre notre territoire souverain.

En 2020, dès le premier jour de l'agression contre le Haut-Karabakh, dans le cadre de sa politique de propagation de la terreur, l'Azerbaïdjan a largement utilisé des armements interdits, tels que des armes à sous-munitions et des armes incendiaires, pour mener des attaques ciblées contre la population civile et les infrastructures, ce qui est largement étayé par Human Rights Watch, causant des dommages graves et à long terme à la fois à la population pacifique et à l'environnement. Plus de 1 815 hectares de forêt ont été endommagés suite à l'utilisation par les forces armées azerbaïdjanaises de munitions incendiaires, contenant probablement des éléments chimiques tels que le phosphore blanc.

L'offensive militaire déclenchée par l'Azerbaïdjan en septembre de cette année contre le territoire souverain de l'Arménie a pris délibérément pour cible des villes densément peuplées situées au cœur du territoire de mon pays, en violation flagrante des Conventions de Genève. Ces attaques ont été précédées par des actes d'agression contre le territoire souverain de l'Arménie en mai, juillet et novembre 2021.

Lors de la réunion d'urgence du Conseil de sécurité convoquée le 15 septembre à la demande officielle de l'Arménie, nous avons entendu les appels lancés par les membres du Conseil soulignant que les frappes sur le territoire de l'Arménie étaient inacceptables, que toutes les forces militaires devaient retourner d'urgence à leurs positions initiales et qu'un cessez-le-feu complet devait être observé sans condition (voir S/PV.9132). Cependant, les forces azerbaïdjanaises se trouvent toujours à l'intérieur du territoire arménien et le renforcement de la puissance militaire se poursuit aux frontières de l'Arménie.

Les graves violations par l'Azerbaïdjan des mécanismes de maîtrise des armements classiques et des mesures de confiance ont également constitué une menace sérieuse pour la sécurité. Ce pays a dépassé les plafonds fixés dans quatre ou cinq catégories d'armes

classiques définies par le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe. Pendant des décennies, les forces armées azerbaïdjanaises situées le long des frontières ont été totalement soustraites à toute inspection et vérification, ce qui a sapé la crédibilité des données fournies par l'Azerbaïdjan et permis à ce pays de concentrer un grand nombre de forces et d'équipements militaires non vérifiables le long de la frontière de l'Arménie.

Les graves violations des mesures de confiance convenues dans le cadre du Document de Vienne 1994 comprennent également la conduite d'exercices militaires à grande échelle sans notification le long des frontières avec l'Arménie.

Depuis près de 30 ans, la population du Haut-Karabakh et les communautés frontalières en Arménie pâtissent gravement d'une pollution massive par les mines en raison des activités militaires de l'Azerbaïdjan. Les accidents provoqués par des mines ont tué, mutilé et blessé de nombreux civils, y compris des enfants, et ont considérablement entravé le développement socioéconomique. L'Azerbaïdjan a constamment fait obstacle aux activités de déminage dans le cadre de sa politique générale d'obstruction de l'accès humanitaire de la communauté internationale au Haut-Karabakh. En 2016, l'Azerbaïdjan a contraint l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à mettre fin à ces activités de déminage.

Au lendemain de son agression contre le Haut-Karabakh en 2020, l'Azerbaïdjan, confronté à la pression internationale sur plusieurs questions humanitaires, notamment la libération de centaines de prisonniers de guerre et de civils arméniens, a soulevé ce problème tout simplement à des fins de propagande, afin de détourner l'attention de la communauté internationale de ses crimes odieux.

M. Balouji (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je me dois de prendre la parole pour exercer le droit de réponse de ma délégation et clarifier notre position concernant les affirmations irresponsables et fallacieuses sur l'utilisation présumée de drones iraniens en Ukraine. Ces accusations répétées et dénuées de fondement sont regrettables, surtout qu'on ne tient pas compte de la position neutre sur le conflit exprimée activement par l'Iran et malgré toutes les réponses constructives que nous avons apportées à cet égard. Ces allégations et affirmations formulées unilatéralement et de manière répétée ne deviendront pas réalité ; elles

serviront plutôt à prouver à quel point ces accusations sont arbitraires.

Je voudrais réaffirmer notre position de principe et rejeter catégoriquement les allégations sans fondement faites par l'Ukraine et l'Union européenne selon lesquelles la République islamique d'Iran aurait fourni des drones destinés à être utilisés dans le conflit en Ukraine. Il est regrettable que l'Ukraine, rejointe récemment par quelques autres pays, fasse fi de notre position impartiale sur le conflit et continue de fonder ses affirmations et déclarations fallacieuses sur des informations publiques qui n'ont pas été confirmées. Nous sommes d'avis qu'il faut cesser et éviter de promouvoir des intérêts politiques par la diffusion arbitraire d'informations erronées et d'interprétations trompeuses des instruments pertinents dans le but de manipuler les programmes et les activités des organismes internationaux.

Je tiens à réaffirmer que mon pays n'a jamais fourni et n'a pas l'intention de fournir des articles, du matériel, des équipements, des biens et des technologies à l'une ou l'autre des parties à ce conflit armé. Nous sommes prêts à participer de manière constructive à des efforts de coopération technique et entre experts afin de clarifier les accusations dénuées de fondement dont nous faisons l'objet.

Cependant, en réaction à notre demande de coopération, l'Ukraine a tout simplement adopté une approche politisée. La République islamique d'Iran rejette catégoriquement et condamne fermement ces allégations sans fondement. En fait, depuis le début de la crise en Ukraine, mon pays a adopté une position claire, cohérente et inébranlable en soulignant que tous les États Membres de l'ONU doivent respecter pleinement les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international. La République islamique d'Iran a toujours prôné la paix et la fin du conflit en Ukraine, exhortant les parties à faire preuve de retenue, à éviter l'escalade des tensions et à s'engager dans un processus efficace pour s'attaquer aux causes profondes de la situation et régler leurs différends par des moyens pacifiques. L'Iran a également exhorté les parties à honorer leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et à mener des consultations pour protéger les civils et les infrastructures critiques contre les attaques et empêcher qu'ils deviennent des cibles militaires.

Nous appuyons les efforts déployés par l'ONU pour trouver une solution pacifique au conflit. L'Organisation doit maintenir son objectivité et son impartialité afin

de jouer un rôle fiable et constructif dans le règlement politique du conflit en Ukraine.

M. Vorontsov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie rejette catégoriquement les accusations portées contre elle par les États occidentaux, qui sont sans fondement. Les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) préfèrent passer sous silence leur implication dans la crise ukrainienne, mais il est impossible de cacher la vérité. Ces pays semblent se faire concurrence en continuant à approvisionner le régime de Kiev en armes et en munitions, à lui fournir des renseignements, à former ses soldats et à leur donner des conseils sur la conduite des opérations militaires. Ce faisant, ils se rapprochent de la ligne dangereuse d'un affrontement militaire direct avec la Russie.

Selon les chiffres actualisés publiés la semaine dernière par l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale, l'aide militaire globale de l'Occident à l'Ukraine dépasse déjà 42 milliards de dollars. Plus de la moitié de cette somme (28,3 milliards de dollars) provient du principal parrain de Kiev, les États-Unis, qui n'ont pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin. Le 14 octobre 2022, il a été annoncé qu'une nouvelle tranche d'un montant de 725 millions de dollars serait versée à l'Ukraine. Les pays et institutions européens ont déjà déboursé 8,5 milliards de dollars.

Le principal bénéficiaire de l'effusion de sang qui se poursuit reste Washington, auprès duquel les pays européens sont contraints d'acheter des armes et du matériel militaire. Je rappelle à la Première Commission que les prêts américains au titre de la loi de 2022 sur le prêt-bail pour la défense de la démocratie en Ukraine, qui représentent 90 % des crédits accordés à Kiev, qui ne dispose pas d'autres moyens, permettent à Washington de passer de nombreuses commandes à son propre complexe militaro-industriel et d'endiguer l'inflation en créant de nouveaux emplois. Nous pouvons affirmer avec certitude qu'une grande partie de ces armes se trouve déjà ou se retrouvera bientôt sur le marché noir, avec un chiffre d'affaires mensuel de plus d'un milliard de dollars de contrebande.

Les nouvelles livraisons d'articles militaires à Kiev, qui ont été annoncées, seront utilisés par les forces armées ukrainiennes pour poursuivre leurs attaques terroristes contre les civils de la Fédération de Russie. À cet égard, nous tenons à souligner que les pays de l'Union européenne et de l'OTAN ont opté pour les systèmes d'armes qui se sont révélés avoir le plus haut degré de létalité contre les habitants du Donbass et des territoires

libérés. À titre d'illustration, les États-Unis fourniront à Kiev un autre lot de lance-roquettes multiples de type M142 High Mobility Artillery Rocket System (HIMARS) et des missiles guidés de haute précision de type M31 Guided Multiple-Launch Rocket-System, qui détruisent des bâtiments civils et mutilent ou tuent des personnes âgées, des femmes et des enfants au quotidien. L'Ukraine attend une livraison de missiles antiradars américains à grande vitesse AGM-88. Ils sont déjà utilisés par les néo-nazis ukrainiens pour mener des frappes perfides contre les zones résidentielles de Belgorod, où il n'y a pas d'installations militaires.

Dans le même temps, nous pouvons voir avec quelle diligence les dirigeants militaires et politiques de l'Ukraine tentent d'accuser la Russie de mener ce qu'ils qualifient d'attaques auto-infligées. Mais la vérité finit toujours par éclater. La semaine dernière, lors d'une conversation avec des farceurs russes, le Ministre ukrainien des affaires étrangères, M. Kuleba, a confirmé que Kiev était à l'origine des attaques contre la Crimée et la région de Belgorod. Il a également déclaré ouvertement que l'armée ukrainienne préparait une contre-offensive dans le sud en coopération directe avec les États-Unis et le Royaume-Uni.

La France fournira à nouveau à Kiev des systèmes d'artillerie automoteurs Caesar de 155 millimètres qui ont également prouvé leur capacité s'agissant de mener des attaques contre des immeubles résidentiels, des bâtiments administratifs et des écoles. Grâce au soutien direct de la France, au moins cinq personnes ont été tuées, 10 personnes ont été blessées et plus de 64 bâtiments ont été détruits par les nationalistes radicaux ukrainiens à Donetsk depuis le mois de juin.

À l'instar du Canada et des États-Unis, l'Allemagne a annoncé qu'elle fournirait à Kiev des munitions de 155 millimètres, que les forces armées ukrainiennes utilisent quotidiennement pour mener des frappes contre les habitants du Donbass, de Zaporojie et de Kherson, qui sont devenues des régions de la Russie. Nous avons également pris note de la déclaration faite par le Chef de la Chancellerie fédérale de l'Allemagne, M. Wolfgang Schmidt, qui a comparé les attentes de Kiev à l'égard des chars « Leopard 2 » à l'enthousiasme des nazis pour les missiles balistiques à longue portée V2 utilisés à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Avec une facilité déconcertante, Berlin a oublié du jour au lendemain tout ce que la Russie a fait pour réunifier le peuple allemand et l'histoire difficile de nos pays en termes de réconciliation. Aujourd'hui, les Russes sont à nouveau

tués par les armes allemandes. Nous avons sans cesse vent d'informations selon lesquelles Kiev pourrait utiliser des méthodes et moyens de guerre interdits dans la région de Kherson, et préparerait notamment un tir de missile sur le barrage hydroélectrique de Kakhovka. Les États occidentaux qui ont inspiré cette stratégie criminelle sont bien connus.

Pour terminer, nous tenons donc à dire que le fait que les pays de l'Union européenne et de l'OTAN fournissent des armes à l'Ukraine les rend complices de l'agression contre la Russie ainsi que des crimes de guerre et des actes terroristes que Kiev commet contre les civils depuis huit ans. Toutes les personnes impliquées dans ces actes en répondront certainement et seront punies.

M. Makarevich (Bélarus) (*parle en russe*) : Je voudrais répondre à la déclaration faite par le représentant de la Lituanie au sujet du Bélarus. Nous considérons que les accusations formulées contre le Bélarus par nos collègues lituaniens concernant les événements en Ukraine sont sans fondement. Nous sommes contraints de répéter que les forces armées biélorusses n'ont pas pris part au conflit armé en Ukraine, et notre chef d'État l'a confirmé à plusieurs reprises. Minsk a toujours plaidé et continuera de plaider en faveur d'un règlement pacifique de la situation dans les plus brefs délais. Le conflit se déroule actuellement tout près de nos frontières avec nos voisins. Par conséquent, nous accordons une grande attention aux questions de sécurité dans la région et nous nous efforçons de régler les différends le plus rapidement possible. Nous croyons fermement que la voie diplomatique, qui passe par des négociations basées sur le respect et la compréhension mutuelle, est le seul moyen de régler tout conflit.

M. Zlenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : La délégation ukrainienne souhaite exercer son droit de réponse aux déclarations faites par le représentant de la Fédération de Russie hier (voir A/C.1/77/PV.16) et aujourd'hui, ainsi que par la République islamique d'Iran. Il va sans dire que nous rejetons catégoriquement les allégations formulées par la délégation russe concernant notre pays.

Depuis le début de sa guerre contre notre pays, la Russie nous a attaqués depuis la terre, l'air et la mer en utilisant différents types d'armes classiques. Elle a pris pour cible des civils et des objets de caractère civil et a détruit un certain nombre de villes et de villages ukrainiens, dont certains ont été rasés. La communauté internationale a vu les images horribles de plusieurs villes d'Ukraine, notamment Borodianka, Boutcha et

Izioum, et bien d'autres encore. Des charniers ont été découverts dans ces villes après leur libération. Les forces armées russes violent le droit international humanitaire, notamment les conventions qui interdisent l'emploi de certains types d'armes, comme la Convention sur certaines armes classiques et ses protocoles, à laquelle la Russie est partie. Pour ne donner que quelques exemples, la Russie utilise activement des dispositifs de piégeage, des armes incendiaires et des bombes à sous-munitions, en violation des grands principes du droit international humanitaire, notamment ceux d'humanité, de distinction et de proportionnalité. La Russie mène toutes ses attaques sans discernement, et elle utilise également des civils comme boucliers humains.

Quant aux autres allégations avancées par la Russie, il est clair que ce pays a attaqué des prisonniers de guerre ukrainiens à Olenivka, ce qui constitue un crime et une violation flagrante de la Convention de Genève. Au début de la guerre, la Russie s'est emparée de la centrale nucléaire de Zaporijia, également en violation du droit international humanitaire. En juillet, août et septembre, elle a commencé à bombarder la centrale. En outre, plus de 500 militaires russes sont présents sur le site. Dans ce contexte, le retrait immédiat de ces troupes de la centrale nucléaire est la seule façon de garantir l'absence de risque pour la sûreté et la sécurité nucléaires. La Russie devrait mettre en œuvre les décisions pertinentes de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui a adopté une résolution ce printemps et une autre à l'automne. Je tiens également à rappeler à la Commission que la construction du pont de Crimée a été condamnée dans plusieurs résolutions de l'Assemblée générale sur le problème de la militarisation de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol en Ukraine.

S'agissant de la déclaration faite par la délégation de la République islamique d'Iran, l'Ukraine n'a jamais considéré l'Iran comme un ennemi. Nous n'avons pas accusé hâtivement l'Iran de soutenir l'agresseur russe. Lorsque les premières informations se sont fait jour, nous avons essayé d'enquêter de manière approfondie sur tous les faits et tous les éléments. L'Ukraine n'a ménagé aucun effort pour tenter de persuader l'Iran de ne pas commettre cette grave erreur. Malheureusement, l'Iran a choisi de ruiner ses relations avec l'Ukraine et de se faire le complice de la Russie.

La Fédération de Russie fait désormais un usage intensif de drones à longue portée d'origine iranienne dans ses attaques aveugles contre des civils et des infrastructures civiles en Ukraine. En septembre, les

forces de défense ukrainiennes ont capturé des drones dénommés « Geran-2 » qui, après examen technique, se sont avérés similaires aux drones iraniens « Shahed-136 », capables de larguer des charges utiles sur des cibles à une distance de plus de 300 kilomètres et correspondant pleinement aux paramètres techniques décrits dans la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité. Cependant, des informations encore plus inquiétantes font état des intentions manifestes de la Russie de poursuivre ses attaques contre l'Ukraine à l'aide de systèmes de missiles et de drones iraniens hypermodernes, dont des missiles balistiques capables de frapper des cibles à une distance comprise entre 300 et 700 kilomètres.

M. Gurbanov (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) :

Il est particulièrement déplorable que nous devons prendre la parole pour réfuter les visées intéressées de l'Arménie. Il est clair que l'Arménie tente de détourner l'attention de la communauté internationale de ses actes internationalement répréhensibles. Le refus arménien de continuer à communiquer les cartes des champs de mines a coûté la vie à de nombreuses personnes et menace d'en tuer beaucoup d'autres. Le fait est que l'Arménie a été et reste complice de la mort de civils causée par des mines terrestres dans les territoires libérés de l'Azerbaïdjan.

Dans le même temps, malgré les efforts diplomatiques en cours pour normaliser les relations entre les deux États, initiés par l'Azerbaïdjan et soutenus par la communauté internationale, l'Arménie a poursuivi son terrorisme minier dans le seul but d'infliger le plus de dommages possibles à la vie et à la santé des citoyens de mon pays. Cette situation témoigne du caractère aveugle des opérations de minage menées par l'Arménie, en violation flagrante des normes internationales pertinentes, et démontre l'ampleur et la gravité réelles de la menace humanitaire à laquelle les civils azerbaïdjanais sont confrontés. L'objectif de l'Arménie est clair, à savoir entraver le travail de relèvement, de reconstruction et de secours humanitaire au lendemain du conflit dans les territoires azerbaïdjanais libérés de l'occupation arménienne, notamment en retardant le retour en toute sécurité des personnes déplacées dans les foyers dont elles ont été privées pendant près de trois décennies. Nous exigeons que l'Arménie partage des informations et des cartes précises, complètes et exhaustives sur tous ses champs de mines.

L'emploi de munitions au phosphore blanc contre des civils, par les forces armées arméniennes, a, quant à lui, été confirmé par les faits lors des batailles d'avril 2016 et de la guerre patriotique de 44 jours menée

par l'Arménie elle-même. Il est établi que l'Arménie a visé des villes et des civils en Azerbaïdjan par des tirs de missiles et d'artillerie loin de la zone de conflit. La République d'Azerbaïdjan a documenté tous les crimes de guerre commis par l'Arménie, à savoir l'utilisation de missiles balistiques, d'armes à sous-munitions et de munitions au phosphore, lors de ses attaques armées pendant la guerre de six semaines en 2020. En vertu du droit international humanitaire notamment, les tirs d'armes au phosphore blanc sur les civils et les forêts sont interdits par le Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires à la Convention sur certaines armes classiques. Ces faits constituent une violation flagrante des principes fondamentaux consacrés par la Convention sur la diversité biologique et ont pour but de causer des dommages colossaux à l'environnement.

Dans le même temps, l'Arménie a utilisé les territoires azerbaïdjanais anciennement occupés pour dissimuler ses activités militaires aux mécanismes internationaux et régionaux de contrôle et de vérification des armements, notamment le déploiement de forces et l'accumulation sur nos territoires d'équipements militaires, d'armements et de munitions non déclarés et non contrôlés.

L'Azerbaïdjan a riposté avec fermeté pour protéger sa population et rétablir son intégrité territoriale, en menant des opérations exclusivement sur son territoire souverain, dans le plein respect de la Charte des Nations Unies et du droit international. Mon pays n'a pas déclenché d'agression contre qui que ce soit. Affirmer l'inverse est contraire non seulement au droit international, mais aussi aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

M. Turner (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais, à mon tour, réagir aux commentaires faits par mon collègue russe, dont la persistance et l'insistance sont inversement proportionnelles à la crédibilité. Il a présenté une liste impressionnante de statistiques sur l'assistance fournie à l'Ukraine pour l'aider à se défendre, ce qui, à mon avis du moins, est un hommage à la transparence avec laquelle les États-Unis et un certain nombre d'autres pays ont aidé l'Ukraine en ce moment de péril. Je voudrais y opposer l'absence totale de transparence de la part des Russes qui, à la veille de l'invasion du 24 février, nous accusaient, ainsi que d'autres pays, d'être complètement hystériques quant à la possibilité que la Russie envahisse le territoire d'un voisin dès le lendemain.

Cela vaut aussi pour la plainte relative au transfert d'armes militaires de haute précision. Bien entendu, l'emploi d'armes de haute précision a pour but de viser des cibles militaires. Il ne s'agit pas de viser des civils. Cela aussi contraste avec la pratique russe de l'usage aveugle de la force. Je voudrais également ajouter que la brutalité exercée par la Russie tout au long de cette guerre a été, et continue d'être, bien documentée et qu'elle sera examinée très attentivement.

Enfin, je tiens à rappeler à tous qu'il y a quelques jours seulement, l'Assemblée générale a adopté, par 143 voix pour, la résolution ES-11/4 sur l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine. La Russie, qui s'est opposée à cette résolution, n'a été rejointe que par quatre autres pays, dont aucun n'est connu pour être un partisan de l'ordre international démocratique.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous sommes presque arrivés au terme du temps qui nous est imparti pour cette séance ; peut-être sommes-nous déjà allés au-delà. De nouvelles demandes ont été formulées au titre du droit de réponse. Je crains que les représentants ne doivent limiter leur intervention à une minute et que nous n'ayons pas le bénéfice de l'interprétation, puisque les interprètes doivent se retirer maintenant. Sous réserve de ces conditions, je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent exercer leur deuxième droit de réponse.

M. Balouji (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : À l'occasion de ma deuxième intervention dans l'exercice du droit de réponse, et en réaction à la déclaration faite par mon collègue ukrainien, je voudrais souligner une fois de plus que la position de l'Iran sur le conflit en cours en Ukraine est on ne peut plus claire. Nous appuyons et continuerons à appuyer le règlement pacifique de ce différend, et nous avons demandé à nos collègues ukrainiens de cesser de formuler des allégations arbitraires et dénuées de tout fondement contre l'Iran. Tel que je l'ai mentionné à plusieurs reprises, nous invitons l'Ukraine à coopérer avec nous sur le plan technique et au niveau des experts afin de clarifier ces affirmations. Notre position est donc limpide et nous espérons qu'elle sera prise au sérieux.

M. Vorontsov (Fédération de Russie) (*parle en anglais*) : Je serai très bref. Tout d'abord, je voudrais rejeter toutes les allégations formulées par les délégations de l'Ukraine et des États-Unis contre mon pays. Je tiens à dire, et j'insiste sur ce point, que les forces russes font leur travail en pleine conformité avec le droit international, notamment le droit international humanitaire. Ce travail

est en conformité parfaite avec l'Article 51 la Charte des Nations Unies. C'est ainsi que se déroule l'opération militaire spéciale en Ukraine. Nous devons également dire que le Ministère russe de la défense fait preuve d'une transparence totale dans ses activités, et qu'il produit chaque jour un exposé détaillé pour informer tout le monde des actions militaires menées dans le contexte de l'opération militaire spéciale.

M. Grigoryan (Arménie) (*parle en anglais*) : Je serai concis. Au fil des ans, l'Azerbaïdjan a tenté de justifier son non-respect des régimes de maîtrise des armements classiques en prenant pour prétexte le conflit du Haut-Karabakh. Paradoxalement, c'est ce même pays qui a rejeté toutes les propositions faites par les médiateurs pour établir des mécanismes de confiance et de sécurité, notamment dans le domaine du déminage des zones de conflit. C'est la preuve que l'intention réelle de l'Azerbaïdjan était, et est toujours, de recourir à ce prétexte pour continuer à accroître massivement sa puissance militaire et poursuivre sa politique d'agression.

M. Gurbanov (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Nous constatons que la délégation arménienne s'est

fixé un objectif clair. Il est évident que celui-ci va à l'encontre du but recherché. L'Arménie doit renoncer à ses provocations et à ses déclarations absurdes, se conformer intégralement à ses obligations internationales et s'engager à normaliser ses relations avec les autres États sur la base du droit international. Nous demandons une fois de plus à l'Arménie de présenter des informations complètes sur les champs de mines. Cela contribuera également à renforcer la confiance entre nos deux pays et à accélérer le processus de normalisation de nos relations.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous sommes arrivés au terme du temps qui nous était imparti pour cette séance. Je rappelle aux membres que mardi 25 octobre, à l'issue de sa séance de la matinée, la Commission organisera la traditionnelle cérémonie de remise des prix à la dernière promotion du programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement.

Conformément à la décision prise tout à l'heure, la Commission se réunira à nouveau lundi matin dans cette même salle pour poursuivre le débat thématique sur le groupe de questions « Armes classiques ».

La séance est levée à 13 h 10.